



GAVI Alliance

Rapport de situation annuel **2014**

présenté par
le Gouvernement de
Côte d'Ivoire

Année faisant l'objet du rapport: **2014**
Demande de soutien pour l'année: **2016**
Date de présentation: **16/06/2015**

Date limite de présentation: 27/05/2015

Veillez soumettre le rapport de situation annuel **2014** en utilisant la plate-forme en ligne
<https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet>

Pour toute question, prière de s'adresser à: apr@gavi.org ou aux représentants d'un partenaire de GAVI Alliance. Les documents peuvent être portés à la connaissance des partenaires de GAVI Alliance, de ses collaborateurs et du public. Le rapport de situation annuel et ses annexes doivent être présentés en anglais, espagnol, français ou russe.

Note: *Nous vous invitons à utiliser les rapports de situation annuel précédents et les demandes de soutien approuvées par GAVI comme documents de référence. Des copies électroniques des précédents rapports annuels et des demandes de soutien approuvées sont disponibles à l'adresse <http://www.gavialliance.org/country/>*

Le Secrétariat de GAVI est dans l'impossibilité de retourner les documents présentés et les pièces jointes au pays. Sauf mention contraire, les documents seront communiqués aux partenaires de GAVI Alliance et au public.

**GAVI ALLIANCE
CLAUSES ET CONDITIONS DE L'ALLOCATION**

FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le Pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance au titre de la présente demande seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

AMENDEMENT À LA PRÉSENTE PROPOSITION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport de situation annuel s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans la présente demande de soutien. L'Alliance instrumentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans la présente demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans la présente demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

CONFIRMATION DE LA VALIDITE JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le Gouvernement confirment que la présente demande de soutien est exacte et correcte et représente un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans la présente demande.

CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il en respectera les obligations.

UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX

Il incombe au Gouvernement du pays éligible de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien en espèces de GAVI. Le pays confirme qu'il assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien en espèces de GAVI qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

ARBITRAGE

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. Les langues de l'arbitrage seront l'anglais ou le français.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit: GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans la présente demande, y compris et sans limitation, toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente demande.

En préparant ce rapport de situation annuel, le pays informera GAVI :

des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI l'an dernier

des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter

du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement

de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une précédente demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés

de la manière dont GAVI peut rendre le rapport de situation annuel plus adapté aux besoins des gouvernements tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance

1. Caractéristiques du soutien

Rapport sur l'année: **2014**

Demande de soutien pour l'année: **2016**

1.1. SVN ET SSI

Type de soutien	Vaccin actuel	Présentation préférée	Actif jusqu'à
Soutien aux campagnes de prévention	Antiméningococcique de type A, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	Pas sélectionnée	2014
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2015
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2015
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antirotavirus, 3calendrier -doses	Antirotavirus, 3calendrier -doses	2015

Vaccin **DTC-HepB-Hib (pentavalent)** : sur la base des préférences actuelles de votre pays, le vaccin est disponible par le biais de l'UNICEF sous forme liquide en flacons monodoses ou flacons de dix doses et sous forme liquide/lyophilisée en flacons de deux doses, à utiliser avec un calendrier de trois injections. D'autres présentations ont également été présélectionnées par l'OMS et la liste complète peut être consultée sur le site Web de l'OMS , mais la disponibilité de chaque produit devra être confirmée précisément.

1.2. Prolongation du programme

Type de soutien	Vaccin	Année de début	Année de fin
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2016	2016
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	2016	2016
Soutien aux nouveaux vaccins (vaccination systématique)	Antirotavirus, 3calendrier -doses	2016	2016

1.3. SSV, RSS, OSC

Type de soutien	Informations sur l'utilisation des fonds en 2014	Demande d'approbation de	Eligible For 2014 ISS reward
COS	Oui	Sans objet	Non
VIG	Oui	Sans objet	Non
RSS	Oui	prochaine tranche de l'allocation de RSS Non	Non

AIV : Allocation d'introduction d'un vaccin; SOC : Soutien opérationnel à une campagne

1.4. Rapport précédent du CEI

Le rapport annuel de situation (RAS) du CEI pour l'année **2013** est disponible [ici](#). Il est aussi disponible en version Française [ici](#).

2. Signatures

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant sa signature sur la présente page, le Gouvernement de Côte d'Ivoire atteste de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées dans le présent rapport de situation annuel.

Pour le Gouvernement de Côte d'Ivoire

Veuillez noter que ce rapport de situation annuel ne sera ni évalué ni approuvé par le Panel d'examen de haut niveau s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé)		Ministre des Finances (ou son représentant autorisé)	
Nom	Raymonde GOUDOU COFFIE	Nom	NIALE KABA
Date		Date	
Signature		Signature	

Le présent rapport a été préparé par (ces personnes peuvent être contactées si le Secrétariat de GAVI a des questions sur ce document):

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel
BROU Aka Noel	Directeur Coordonateur du PEV	+ 225 21 25 29/ 05 86 73 96	alloukassi.am@gmail.com
IRIE BI Gala Maxime	Point Focal RSS	+ 225 44 34 50 01	galamaxime@yahoo.fr

2.2. Page des signatures du CCIA

Si le pays présente un rapport sur le soutien aux services de vaccination (SSV), à la sécurité des injections (SSI) et/ou aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

Dans certains pays, le CCSS et le CCIA ont fusionné en un seul comité. Veuillez remplir chaque section où l'information est pertinente et téléchargez deux fois les signatures dans la section des documents joints, une fois pour les signatures du CCSS et une fois pour celles du CCIA

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCIA confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCIA), avalisons le présent rapport. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
DAIPO GUY	ROTARY INTERNATIONAL		

KOUASSY EDITH CLARISSE	MSLS/DGS		
DOHOU WILFRID PACOME	MSLS/SCRP		
IRIE BI GALA MAXIME	RSS		
BOA YAPO FELIX	MSLS/DGS		
ABDOUL KADER KEITA	MSLS / CAB 1		
YAO MBRA	DEPS		
ZEHIA MARIE LAURE	REGISSEUR GAVI RSS / TRESOR PUBLIC		
ANOUAN N'GUESSAN JEAN	RNE CI		
AKA KOUAME	DIEM		
ALLARANGAR YAKOUIDE	OMS		
BECHIR AOUNEVI	UNICEF		
TOMEKPA VINCENT	FENOSCI		
KOUAME KOUAKOU RAIMOND	DRH		

N'GUESSAN TIACOH LANDRY	DSCMP		
KONAN N'GORAN SEBASTIEN	DAF		
LATTROH MARIE ESSOH	MPMEF		
BENIE BI VROH JOSEPH	UFR SCIENCES MEDICALES		
DAGNAN N'CHO SIMPLICE	INHP		
BIRO ANANE DANIEL	NPSP -CI		
GBEDENOU DONHOAHONE PLACIDE	AMP		
KOUAME DESIRE	CT ONG		
LASM SABINE	INSP		
BROU AKA NOEL	DCPEV		

Si le CCIA le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse: apr@gavi.org

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle

Observations des partenaires:

RAS

Observations du Groupe de travail régional:

RAS

2.3. Page des signatures du CCSS

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé (CCSS) CCIA , avalisons ce rapport relatif au programme de renforcement du système de santé. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCSS confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière. De plus, le CCSS confirme que le contenu du présent rapport est fondé sur des données financières exactes et vérifiables.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date
DAIPO GUY	ROTARY INTERNATIONAL		
KOUASSY EDITH CLARISSE	DGA		
DOHOU WILFRID PACOME	SCRP		
IRIE BI GALA MAXIME	POINT FOCAL RSS		
BOA YAPO FELIX	DGS		
ABDOUL KADER KEITA	MSLS / CAB 1		
YAO M'BRA	DEPS		
ZEHIA MARIE LAURE	REGISSEUR RSS GAVI		
ANOUAN N'GUESSAN JEAN	RNE CI		
AKA KOUAME	DIEM		

ALLARANGAR YOKOUIDE	OMS		
BECHIR AHOUNEVI	UNICEF		
TOMEKPA VINCENT	FENOSCI		
KOUAME KOUAKOU RAYMOND	DRH		
N'GUESSAN TIACOH LANDRY	DSCMP		
KONAN N'GORAN SEBASTIEN	DAF		
LATTROH MARIE ESSOH	MPMEF		
BENIE BI VROH JOSEPH	UFR SCIENCES MEDICALES		
DAGNAN N'CHO SIMPLICE	INHP		
BIRO ANANE DANIEL	SPSP		
GBEDONOU DONHOUAHONE PLACIDE	AMP		
KOUAME DESIRE	CT ONG		
LASM SABINE	INSP		

BROU AKA NOEL	DCPEV		
---------------	-------	--	--

Si le CCSS le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse: apr@gavi.org

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle

Observations des partenaires:

RAS

Observations du Groupe de travail régional:

RAS

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI aux OSC (types A et B)

Côte d'Ivoire ne présente pas de rapport sur l'utilisation des fonds OSC (types A et B) en 2015

3. Table des matières

Ce rapport de situation annuel rend compte des activités menées par Côte d'Ivoire de janvier à décembre 2014 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2016

Sections

1. Caractéristiques du soutien

1.1. SVN ET SSI

1.2. Prolongation du programme

1.3. SSV, RSS, OSC

1.4. Rapport précédent du CEI

2. Signatures

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

2.2. Page des signatures du CCIA

2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

2.3. Page des signatures du CCSS

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI aux OSC (types A et B)

3. Table des matières

4. Données de référence et objectifs annuels

5. Élément de gestion du programme général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

5.2. Suivi de la mise en œuvre de la politique de GAVI sur l'égalité entre hommes et femmes

5.3. Dépenses globales et financement de la vaccination

5.4. Comité de coordination interagences (CCIA)

5.5. Activités prioritaires en 2015 jusqu'en 2016

5.6. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

6. Soutien aux services de vaccination (SSV)

6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de SSV en 2014

6.2. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire

6.3. Demande de récompense au titre du SSV

7. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2014

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2014

7.3. Sommes forfaitaires de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin 2014

7.3.1. Rapport sur la gestion financière

7.3.2. Rapport sur les programmes

7.4. Rapport sur le cofinancement du pays en 2014

7.5. Gestion vaccinale (GEEV/GEV/EGV)

7.6. Suivi du soutien de GAVI aux campagnes de prévention en 2014

7.7. Changement de présentation d'un vaccin

7.8. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2015

7.9. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2016

7.10. prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

7.11. Calcul des besoins

8. Soutien au renforcement des systèmes de santé (RSS)

8.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2014 et demande d'une nouvelle tranche

8.2. Progrès des activités de RSS pendant l'année fiscale 2014

8.3. Vue d'ensemble des objectifs atteints

8.4. Mise en œuvre du programme en 2014

8.5. Activités de RSS prévues pour 2015

8.6. Activités de RSS prévues pour 2016

8.7. Indicateurs révisés en cas de reprogrammation

8.8. Autres sources de financement du RSS

8.9. Rapport sur l'allocation de RSS

9. Renforcement de la participation des organisations de la société civile (OSC): type A et type B

9.1. TYPE A: Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC

9.2. TYPE B : Soutien aux OSC afin de les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC

10. Commentaires des présidents du CCIA/CCSS

11. Annexes

11.1. Annexe 1 - Instructions SSV

11.2. Annexe 2 - Exemple de recettes et dépenses de SSV

11.3. Annexe 3 - Instructions pour le soutien au RSS

11.4. Annexe 4 - Exemple de relevé des recettes et dépenses de RSS

11.5. Annexe 5 - Instructions pour le soutien aux OSC

11.6. Annexe 6 - Exemple de relevé des recettes et dépenses d'OSC

12. Pièces jointes

4. Données de référence et objectifs annuels

Les pays sont invités à faire une évaluation réaliste des pertes vaccinales, éclairée par une analyse des données recueillies à l'échelon national. En l'absence de données spécifiques, les pays peuvent utiliser les taux de perte maximum présentés à titre indicatif à l'annexe **Wastage Rate Table** des directives pour les demandes de soutien. Veuillez noter le taux de perte de référence pour le vaccin pentavalent disponible en flacons de dix doses.

Please also note that if the country applies the WHO multi-dose vial policy for IPV, the maximum indicative wastage rates are 5%, 15% and 20% for the 1-dose, 5-dose and 10-dose presentations respectively.

Numéro	Réalizations conformément au rapport conjoint OMS/UNICEF		Objectifs (présentation préférée)			
	2014		2015		2016	
	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Rapporté	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2014	Estimation actuelle
Nombre total de naissances	889 097	889 097	847 069	920 217		944 143
Nombre total de décès infantiles	76 652	76 582	74 034	80 927		83 031
Nombre total de nourrissons survivants	812 445	812 515	773 035	839 290		861 112
Nombre total de femmes enceintes	933 561	933 561	889 422	889 422		889 422
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin BCG	844 642	743 805	844 951	828 195		828 195
BCG couverture[1]	95 %	84 %	100 %	90 %	0 %	88 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin VPO3	779 947	690 835	757 575	755 361		775 000
VPO3 couverture[2]	96 %	85 %	98 %	90 %	0 %	90 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin DTC1[3]	812 445	757 605	840 816	755 361		775 000
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) le vaccin DTC3[3][4]	779 947	706 512	757 575	755 361		775 000
DTC3 couverture[2]	96 %	87 %	98 %	90 %	0 %	90 %
Taux de perte[5] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%) pour le vaccin DTC	10	9	10	10		10
Facteur de perte[5] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement pour le vaccin DTC	1,11	1,10	1,11	1,11	1,00	1,11
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1er dose(s) du vaccin DTC-HepB-Hib	812 445	757 605	840 816	755 361		775 000
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 3e dose(s) du vaccin DTC-HepB-Hib	779 947	706 512	757 575	755 361		775 000
DTC-HepB-Hib couverture [2]	96 %	87 %	98 %	90 %	0 %	90 %
Taux de perte[5] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%) [6]	10	9	10	10		10

Numéro	Réalizations conformément au rapport conjoint OMS/UNICEF		Objectifs (présentation préférée)			
	2014		2015		2016	
	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Rapporté	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2014	Estimation actuelle
Facteur de perte[5] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1,11	1,1	1,11	1,11	1	1,11
Taux de perte maximal pour le vaccin DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	0 %	0 %	0 %	25 %	0 %	25 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1er dose(s) du vaccin Antipneumococcique (VPC13)	762 377	30 788	840 816	755 361		775 000
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 3e dose(s) du vaccin Antipneumococcique (VPC13)	686 138	4 319	757 575	755 361		7 750 001
Antipneumococcique (VPC13) couverture[2]	84 %	1 %	98 %	90 %	0 %	900 %
Taux de perte[5] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%)	5	5	5	5		5
Facteur de perte[5] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1,05	1,05	1,05	1,05	1	1,05
Taux de perte maximal pour le vaccin Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	0 %	5 %	0 %	5 %	0 %	5 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1er dose(s) du vaccin Antirotavirus		0		209 823		775 000
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 3e dose(s) du vaccin Antirotavirus		0		209 823		775 000
Antirotavirus couverture[2]	0 %	0 %	0 %	25 %	0 %	90 %
Taux de perte[5] pendant l'année de référence et prévue ultérieurement (%)		0		5		5
Facteur de perte[5] pendant l'année de référence et prévu ultérieurement (%)	1	1	1	1,05	1	1,05
Taux de perte maximal pour le vaccin Antirotavirus, 3calendrier -doses	0 %	5 %	0 %	5 %	0 %	5 %
Nombre de nourrissons ayant reçu (devant recevoir) 1er dose(s) du vaccin Antirougeoleux	731 200	585 638	734 384	755 361		775 000
Antirougeoleux couverture [2]	90 %	72 %	95 %	90 %	0 %	90 %
Femmes enceintes vaccinées avec AT+	765 520	715 945	756 009	862 052		862 052
AT+ couverture[7]	82 %	77 %	85 %	97 %	0 %	97 %

Numéro	Réalizations conformément au rapport conjoint OMS/UNICEF		Objectifs (présentation préférée)			
	2014		2015		2016	
	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Rapporté	Objectif original approuvé conformément à la lettre de décision	Estimation actuelle	Estimations préalables en 2014	Estimation actuelle
Supplémentation en vitamine A aux mères six semaines après l'accouchement	0	0	0	0		0
Supplémentation en vitamine A aux nourrissons âgés de plus de six mois	0	0	0	0	N/A	0
Taux annuel d'abandon du DTC [(DTP1 – DTP3) / DTP1] x 100	4 %	7 %	10 %	0 %	0 %	0 %

[1] Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de naissances

[2] Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de nourrissons survivants

[3] Indiquer le nombre total d'enfants ayant reçu le vaccin DTC seul ou associé

[4] Veuillez vous assurer que les cellules DTC3 sont correctement remplies

[5] Formule pour calculer le taux de perte d'un vaccin (en pourcentage) : $[(A - B) / A] \times 100$, sachant que A = le nombre de doses distribuées pour utilisation conformément aux registres d'approvisionnement, déduction faite du solde en stock à la fin de la période d'approvisionnement, et B = le nombre de vaccinations réalisées avec le même vaccin pendant la même période.

[6] GAVI apprécierait également recevoir les commentaires et suggestions des pays sur la faisabilité et l'intérêt de sélectionner et de se voir expédier des présentations multiples du vaccin pentavalent (flacons monodoses et flacons contenant dix doses) afin de limiter le gaspillage et d'optimiser la couverture et les coûts.

[7] Nombre de femmes enceintes vaccinées avec l'AT+ par rapport au nombre total de femmes enceintes

5. Élément de gestion du programme général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

Note: Prière de remplir le tableau à la section 4 "Données de référence et objectifs annuels" avant de continuer

Les chiffres pour 2014 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **formulaire de rapport conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2014**. Les chiffres pour 2015 – 2015 dans le **tableau 4 Données de référence et objectifs annuels** doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans le précédent rapport de situation annuel ou dans une nouvelle demande de soutien à GAVI, ou encore dans le PPAC.

Dans les espaces ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport de situation annuel et ceux des documents de référence.

- Justification de tout changement apporté au **nombre des naissances**

Il n'y a pas eu de changement au niveau des chiffres de populations 2014 transmis dans le rapport conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2014.

- Justification de tout changement apporté au **nombre de nourrissons survivants**

Pas de changement au niveau du nombre de nourrissons survivants

- Justification des changements apportés aux objectifs par vaccin. **A noter que les objectifs dépassant de plus de 10 % les résultats des années précédentes devront être justifiés. Pour le VPI, des justificatifs doivent également être fournis comme pièce(s) jointe(s) au RSA en ce qui concerne CHAQUE changement de la population cible.**

Pas de changement apportés aux objectifs 2014

- Justification pour tout changement apporté au **taux de perte par vaccin**

Pas de changement apporté au taux de perte par vaccin en 2014

5.2. Suivi de la mise en œuvre de la politique de GAVI sur l'égalité entre hommes et femmes

5.2.1. Au cours des cinq dernières années, votre pays a-t-il disposé de données ventilées par sexe sur la couverture du DTC3 provenant de sources de données administratives et/ou d'enquêtes ? **oui, disponible**

Dans l'affirmative, merci de bien vouloir nous communiquer les plus récentes données disponibles et indiquer l'année au cours de laquelle ces données ont été collectées.

Source des données	Année de référence pour l'estimation	DTP3 Estimation de la couverture	
		Garçons	Filles

EDS-MICS	2011-2012	53%	48%
----------	-----------	-----	-----

5.2.2. Comment avez-vous utilisé les données ci-dessus pour lever les obstacles sexospécifiques de l'accès à la vaccination ?

Pour minimiser les obstacles sexo-spécifiques pour l'accès à la vaccination, l'initiative "un parrain pour 100 enfants" a été mis en oeuvre dans les districts avec fort taux d'abandon. Une analyse situationnelle a été réalisée en 2014 à l'effet de conduire en 2015 une étude sur l'équité à l'accès à la vaccination. Les termes de références de cette étude ont été finalisés; cette étude débutera en avril 2015.

5.2.3. Si vous ne disposez pas actuellement de données ventilées par sexe, prévoyez-vous à l'avenir de recueillir de telles données sur la vaccination systématique ? **Oui**

5.2.4. Comment les éventuels obstacles sexospécifiques à l'accès et à la mise en œuvre des services de vaccination (mères n'ayant pas accès à ces services, sexe des prestataires de services, etc.) ont-ils été abordés du point de vue de la programmation ? (Pour de plus amples informations sur ces obstacles sexospécifiques, veuillez consulter la fiche de GAVI « Genre et vaccination » à la page <http://www.gavialliance.org/fr/librairie/>)

5.3. Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet du **tableau 5.3a** est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir les tableaux en utilisant des dollars des États-Unis.

Taux de change utilisé	1 US\$ = 500	Saisir uniquement le taux de change; ne pas saisir le nom de la monnaie locale
-------------------------------	--------------	--

Tableau 5.3a: Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Dépenses par catégorie	Année des dépenses 2014	Source de financement						
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Rotary	HKI	Lions Club
Vaccins traditionnels*	4 012 402	3 851 818	0	160 584	0	0	0	0
Vaccins nouveaux ou sous-utilisés**	12 040 596	836 896	11 203 700	0	0	0	0	0
Matériel d'injection (seringues autobloquantes et autres)	7 230 254	66 104	7 164 150	0	0	0	0	0
Équipement de la chaîne du froid	277 273	0	0	277 273	0	0	0	0
Personnel	848 065	848 065	0	0	0	0	0	0
Autres coûts récurrents de la vaccination systématique	2 313 117	825 275	678 337	267 742	455 183	0	86 580	0
Autres coûts d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0
Coûts des campagnes	25 031 531	2 507 334	5 728 377	9 618 159	6 937 661	140 000	0	100 000
Aucune		0	0	0	0	0	0	0
Dépenses totales pour la vaccination	51 753 238							
Dépenses publiques totales de santé		8 935 492	24 774 564	10 323 758	7 392 844	140 000	86 580	100 000

Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO, 1ère dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

5.4. Comité de coordination interagences (CCIA)

Combien de fois le CCIA s'est-il réuni en 2014?? 4

Veuillez joindre le compte rendu (**Document N° 4**) de la réunion du CCIA en 2015 qui a avalisé le présent rapport.

Dressez la liste des principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCIA sur les sections [5.1 Données de référence et objectifs annuels actualisés](#) à [5.3 Dépenses globales et financement de la vaccination](#).

DILIGENCES DU CCIA DU 07 FEVRIER 2014

- Proposer des pistes de solutions pour éviter les ruptures en vaccins et consommables
- Présenter le PAO en version Word
- Trouver des stratégies particulières pour les zones silencieuses
- Identifier des donateurs potentiels et faire la mobilisation des ressources pour la campagne de la rougeole (50 % du budget à financer par l'Etat)
- Élaborer le plan de trésorerie pour les activités d'introduction du vaccin contre le pneumocoque
- Partager aux partenaires (OMS, UNICEF, ROTARY, HKI) l'aide-mémoire et l'accord cadre de partenariat de GAVI
- Informer le réalisateur de l'ECV de la reprise de l'enquête dans le district sanitaire de Touba

DILIGENCES DU CCIA DU 11 AVRIL 2014

- Elaborer un courrier à l'endroit de l'OMS pour justifier le retard accusé dans la production des résultats de l'ECV
- Elaborer un plan de réduction du taux de perte des vaccins
- Mettre en place un comité pour statuer sur la rupture des vaccins

DILIGENCES DU CCIA DU 08 MAI 2014

- Elaborer un document portant sur la stratégie de réduction du taux de perte des vaccins
- Mettre en place un comité pour statuer sur la rupture des vaccins
- Annexer les documents relatifs au rapport définitif de la situation annuelle GAVI 2013 avant le 15 mai 2014

DILIGENCES DU CCIA DU 09 SEPTEMBRE 2014

- Prévoir une séance de travail de l'équipe de rédaction des documents de soumissions à GAVI (VPI et Rota) pour la relecture avant la date de la soumission
- Proposer des actions pour assurer l'organisation des JNV pour faire face aux flux de populations provenant des pays voisins, compte tenu de la fièvre Ebola.
- Proposer des solutions pérennes pour l'amélioration des performances du PEV de routine en lieu et place de l'intensification

DILIGENCES DU CCIA DU 20 OCTOBRE 2014

- La DC-PEV, la DCPNN et le Cabinet doivent organiser une rencontre DCPEV, DCPNN, Cabinet pour trancher la question du couplage Vit A campagne Polio avant le 21 octobre 2014.
- L'INHP et la DCPEV doivent faire le suivi des étapes des procédures. Prévoir le décaissement pour la campagne MenAfriVac avant le prochain CCIA.
- La DCPEV doit relancer le Ministère de l'Economie et des Finances avant le prochain CCIA pour sa présence au CCIA

Des organisations de la société civile sont-elles membres du CCIA? **Oui**

Dans l'affirmative, lesquelles?

Liste des OSC membres du CCIA:
Fédération Nationale des Organisations de Santé en Côte d'Ivoire (FENOS-CI)
Agence de Médecine Préventive

5.5. Activités prioritaires en 2015 jusqu'en 2016

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du pays pour son PEV de 2015 à 2016 ?

Les objectifs 2015 du programme sont:

- Atteindre une couverture vaccinale au niveau national de 90% pour tous les antigènes et dans au moins 80% des districts
- Atteindre une couverture vaccinale d'au moins 45% pour le VPI et 25% pour le vaccin contre les diarrhées à rotavirus
- Atteindre une couverture vaccinale d'au moins 60% dans le projet de démonstration de la vaccination contre le cancer du col utérin (HPV)
- Maintenir le taux d'abandon spécifique (penta1/3) à moins de 10% au niveau national
- Maintenir les indicateurs de performances des maladies sous surveillance PEV
- Approvisionner le niveau central, régional et périphériques en vaccins et consommables d'injection de manière adéquate et continue
- Renforcer les établissements intervenant dans le PEV en équipements CDF et matériels roulants et magasins de stockage des consommables à tous les niveaux
- Etendre l'initiative de suivi de la vaccination des enfants dénommée "1 Parrain Pour Cent Enfants" à 50 districts sanitaires.

Les activités prioritaires pour 2015

PRESTATION DES SERVICES DE VACCINATION

Former les formateurs des équipes centrales et régionales en gestion du PEV y compris le nouveau vaccin (PCV-13)

Former 5100 agents de santé (3 par aire) sur le PEV pratique y compris la gestion des données

Former 328 personnes du niveau district (4 par district) sur la supervision intégrant l'outil simplifié DQS

Organiser des supervisions formatives des agents de santé sur le PEV pratique y compris la gestion des données

Apporter un appui au financement des stratégies avancées et mobiles de tous les districts

Appuyer les districts dans l'élaboration des micros plans PEV de routine, AVS polio y compris l'introduction de nouveaux vaccins

Introduire le vaccin contre les diarrhées à rotavirus dans la vaccination de routine

Réaliser les deux phases de démonstration du vaccin HPV

Elaborer un plan de retrait du VPO

SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES MALADIES

Actualiser la liste des sites prioritaires de surveillance.

Former les points focaux des sites prioritaires à la surveillance des maladies et des MAPI

Mettre à la disposition des directions régionales, des districts et des sites prioritaires les directives et les outils de gestion de surveillance des maladies et des MAPI

Disposer d'une liste actualisée des tradipraticiens.

Former 1500 relais communautaires à la surveillance communautaire

Organiser un atelier sur la surveillance du syndrome rubéoleux congénital.

Préparer la documentation à soumettre pour le comité national de certification

Conduire une enquête nationale sur les laboratoires conservant le PVS ou le matériel susceptible d'être contaminé.

Mettre les kits de prélèvement à la disposition des districts

Assurer la prise en charge du transport des échantillons

Organiser les réunions de suivi

Organiser les réunions de CNEP /CNC

poursuivre les réunions d'harmonisation des données de surveillance.

Organiser des missions d'appuis aux districts à faible performance.

Doter les districts sanitaires en carburant pour la surveillance active.

Assurer les activités supplémentaires de vaccination préventive

Assurer les activités supplémentaires de vaccination réactive

Faire le suivi des activités de surveillance des maladies, des MAPI au niveau district et au niveau des sites sentinelles de surveillance des diarrhées à rotavirus et des méningites bactérienne

Faire la rétroinformation des résultats de la surveillance aux acteurs

Assurer la prise en charge correcte des MAPI

Approvisionnement en vaccins, qualité et logistique PEV

Organiser un atelier pour l'estimation annuelle des besoins en vaccins et consommables PEV pour l'année 2016

Acquérir les vaccins et consommables du PEV selon les prévisions du pays

Assurer la maintenance des équipements de CDF au niveau national et régional

Organiser un atelier pour valider le plan de réhabilitation de la CDF et du plan de renouvellement du transport

Doter tous les niveaux en équipement de CDF et monitoring de température selon le plan de renouvellement

Tenir un atelier sur la maintenance de la CDF

Organiser l'évaluation de la gestion efficace des vaccins (GEV)

Elaborer le document de procédures pour la gestion des déchets issus de la vaccination

Organiser des missions de supervisions formatives conjointes (INHP et DCPEV) sur la gestion des activités logistiques

Organiser un atelier pour la formation et le recyclage des agents de santé impliqués dans la vaccination à la gestion des activités logistiques

Conduire des missions trimestrielles d'approvisionnement en vaccins aux niveaux intermédiaires selon le plan de distribution

Doter le niveau central (3 camions utilitaires, 2 frigorifiques), régional et district (137véhicules) et centres de santé (1299 motos et 600 vélos) en équipements roulant conformes au plan de renouvellement

Doter le niveau central de 3 transpalettes et d'un chariot élévateur

DEMANDE DE VACCINATION ET COMMUNICATION

Organiser une fois par trimestre une réunion d'orientation à l'intention des réseaux administratifs

Elaborer le plan opérationnel 2016 de communication en faveur du PEV de routine,

Organiser un atelier de formation des relais communautaires en parrainage de la vaccination des enfants de 0 à 11 mois sur le calendrier vaccinal et la recherche des perdus de vue dans 50 districts sanitaires

Faire le suivi des prestations des parrains dans 27 districts sanitaires

Réaliser l'évaluation de l'initiative 1PPCE

Réaliser une étude sur l'impact des supports de communication

Réaliser une étude CAP sur les perceptions des parents par rapport aux injections vaccinales multiples dans le cadre de l'introduction du VPI

Organiser la semaine Africaine de la vaccination (SAV) intégrée à la supplémentation de la vitamine A, à la distribution de MILDA et à la prévention de la maladie à virus Ebola

Organiser 4 réunions d'orientation à l'intention des enseignants du primaire pour la vulgarisation de la bande dessinée "vaccinons l'ami des enfants" (IEP Yopougon Kouté, IEP 5)

Organiser quatre visites de suivi de la vulgarisation de la bande dessinée)

Produire des supports (affiches, boîte à images, calendrier vaccinal format poche, etc.) de communication adaptés à la communauté

Produire des émissions et micro programmes radio sur les maladies cibles du PEV

Organiser un atelier de réflexion sur la mise en place d'un partenariat avec les professionnels des médias MEDIAVAC

Organiser des rencontres de plaidoyer avec les associations des professionnels des médias, les autres secteurs de développement (Ministères de l'éducation nationale, de l'agriculture, mutuelle de développement....) et les organisations communautaires

Organiser les lancements officiels de l'introduction des vaccins contre les infections à rotavirus, les poliovirus (VPI) et les HPV

Produire les supports d'identité visuelle du PEV

GESTION DU PROGRAMME

Appuyer l'organisation des réunions de monitoring des activités de vaccination au niveau central, région et district et faire le point régulier aux autorités pour le suivi des districts à faibles performances

Organiser des réunions statutaires (trimestrielles) entre les parties prenantes pour la coordination des activités PEV (GTR, CCIA)

Organiser des réunions de validation des données : 3 réunions au niveau régional, 6 au niveau district

Appuyer les activités de supervision des districts sanitaires avec un accent particulier sur les moins performants

Appuyer les activités de supervision des régions sanitaires

Former 60 personnes du niveau région (3 par région) sur la conduite du DQS

Organiser un atelier de consolidation des données de populations cibles des districts dans les 20 régions

Organiser un atelier national d'harmonisation des données de populations entre les structures impliquées DCPEV/INS/DIPE/DRSLS

Organiser une réunion mensuelle d'analyse des performances du PEV au niveau central

Elaborer le plan stratégique (PPAC) 2016-2020 et le PAO 2016

Organiser une revue externe complète du PEV

Conduire un DQS annuel (évaluation par les pairs des régions)

Organiser un atelier de révision des directives sur la gestion des données PEV (modulées et simplifiées) avec pré-test
imprimer et diffuser les directives sur la gestion des données

Editer et diffuser tous les 3 mois un bulletin d'information

Faire une retroinformation mensuelle écrite sur la qualité des bases de données et les performances des districts aux DRS et DDS

Evaluer trimestriellement la mise en œuvre du plan d'amélioration des données de vaccination

Mener une étude sur l'équité de la vaccination

Effectuer une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action annuel 2015

Organiser l'évaluation post introduction du PCV-13

Participer à l'élaboration des documents de soumissions du RSS Gavi

Conduire un atelier bilan 2015

Introduire le vaccin VPI dans la vaccination de routine

Introduire le vaccin contre les diarrhées à rotavirus dans le PEV de routine

Evaluer semestriellement la mise en œuvre des actions correctrices issues des rapports DQS

5.6. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Tous les pays sont priés de rendre compte des progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Veuillez indiquer quels types de seringues ont été utilisés et les sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2014

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV systématique en 2014	Sources de financement en 2014
FR BCG	SERINGUES AUTOBLOQUANTES 0,05 ml + SAD 2ml	Etat
FR Measles	SERINGUES AUTOBLOQUANTES 0,5ml + SAD 5ml	Etat
FR TT	SERINGUES AUTOBLOQUANTES 0,5ml	Etat
FR DTP-containing vaccine	SERINGUES AUTOBLOQUANTES 0,5ml	GAVI, Etat
VPI	SO	SO

Le pays dispose-t-il d'un plan/d'une politique de sécurité des injections ? **Oui**

Dans l'affirmative: Avez-vous rencontré des obstacles pendant la mise en œuvre de ce plan/politique de sécurité des injections ?

Dans la négative: Quand le pays préparera-t-il un plan ou une politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

Conformément aux directives de la politique nationale relative à la sécurité des injections, tous les déchets piquants devraient être incinérés. Cependant en raison du manque d'incinérateur dans tous les districts certains centres vaccinateurs n'ont pas pu incinérer ces déchets et d'autres alternatives ont été utilisées notamment le brûlage et l'enfouissement.

Veuillez expliquer comment en 2014 les déchets coupants ont été éliminés, quels ont été les problèmes rencontrés, etc.

Les problèmes rencontrés se situent au niveau de la destruction des déchets vaccinaux. En effet, le mode de destruction recommandée est l'incinération mais certains centres de santé continuent de détruire par brûlage faute d'incinérateur a leur niveau.

6. Soutien aux services de vaccination (SSV)

6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de SSV en 2014

Côte d'Ivoire ne présente pas de rapport sur l'utilisation des fonds du soutien aux services de vaccination (SSV) en 2014

6.2. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire

Côte d'Ivoire ne présente pas de rapport sur l'utilisation des fonds du soutien aux services de vaccination (SSV) en 2014

6.3. Demande de récompense au titre du SSV

La demande de récompense escomptée au titre du SSV n'est pas applicable pour le 2014 en Côte d'Ivoire

7. Soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination 2014

7.1.1. Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins pour le programme de vaccination de 2014 qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Veuillez remplir le tableau ci-dessous

Tableau 7.1: Vaccins reçus pour les vaccinations en 2014 par rapport aux quantités approuvées pour 2014

Prière d'inclure aussi toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

	[A]	[B]	[C]	
Type de vaccin	Doses totales pour 2014 dans la lettre de décision	Nombre total de doses reçues au 31 décembre 2014	Total doses postponed from previous years and received in 2014	Le pays a-t-il enregistré une rupture de stock à un quelconque niveau en 2014 ?
Antipneumococcique (VPC13)	2 501 600	2 234 000	2 234 000	Non
DTC-HepB-Hib	3 352 500	1 366 700	1 366 700	Non
Antirovirus		0	0	Non

Si les chiffres [A] et [B] sont différents, indiquez:

- Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (Utilisation du vaccin plus faible que prévu en raison du retard dans l'introduction du nouveau vaccin ou couverture inférieure ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stock ? Stocks excessifs ? Problèmes avec la chaîne du froid ? Doses jetées car la pastille de contrôle des vaccins avait changé de couleur ou en raison de la date d'expiration ?...)

Pour le vaccin antipneumococcique, la différence est liée à l'introduction tardive dans le PEV de routine; en effet, prévu pour intégrer dans la routine au mois de juin 2014, le VPC13 n'a été introduit qu'à partir du 30 septembre 2014. Pour cette raison, les derniers arrivages ont été annulés. Donc un réajustement du plan d'expédition a été jugé nécessaire et utile pour le pays.

S'agissant du DTC-HepB-Hib, les quantités ont été réajustées du fait du stock jugé excessif dans la période.

- Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)

GAVI apprécierait également recevoir les commentaires et suggestions des pays sur la faisabilité et l'intérêt de sélectionner et de se voir expédier des présentations multiples du vaccin pentavalent (flacons monodoses et flacons contenant dix doses) afin de limiter le gaspillage et d'optimiser la couverture et les coûts.

Pour améliorer la gestion des vaccins, le pays a réajusté les plans d'expédition des vaccins, former les coordonnateurs PEV responsables de la gestion des vaccins au niveau opérationnel.

Si **Oui** pour tout vaccin au **Tableau 7.1**, veuillez indiquer la durée, la raison et l'impact de la rupture de stock, y compris si la rupture de stock s'est produite au niveau central, au niveau régional, au niveau d'un district ou à un niveau inférieur.

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2014

7.2.1. Si GAVI a approuvé l'introduction d'un nouveau vaccin en 2014, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et renseigner sur les réalisations:

Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE		
Introduction sur tout le territoire national	Oui	30/09/2014
Introduction progressive	Non	
La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ? Dans la négative, pourquoi?	Non	la date initiale a été décalée de juin 2014 à septembre 2014 et l'introduction n'a pas été effective dans tous les districts pour faute de formation pré-introductive des acteurs.

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ? **août 2015**

Antirotavirus, 1 dose(s) par flacon, ORAL		
Introduction sur tout le territoire national	Non	
Introduction progressive	Non	
La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ? Dans la négative, pourquoi?	Non	Non applicable, il n'y a pas eu d'introduction de vaccin antirotavirus en 2014

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ? **octobre 2016**

DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE		
Introduction sur tout le territoire national	Oui	20/03/2009
Introduction progressive	Non	
La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ? Dans la négative, pourquoi?	Oui	

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ? **avril 2012**

7.2.2. Si votre pays a mené une telle évaluation post-introduction ces deux dernières années, veuillez en joindre le rapport et résumer la situation de la mise en œuvre des recommandations après cette évaluation (document numéro 9))

Une évaluation a été conduite en 2012.

Les principaux résultats de cette évaluation sont :

- Le plan d'introduction n'a pas été diffusé aux niveaux régional et district
- Les outils de gestion révisés n'étaient pas disponibles au niveau opérationnel
- L'introduction s'est faite de façon simultanée dans l'ensemble des districts sanitaires
- Le transport des vaccins du niveau central aux antennes INHP se fait sans système d'enregistrement continu de la température
- La surveillance des méningites bactériennes pédiatriques est limitée au CHU de Yopougon
- Les formations planifiées ont été conduites 18 mois après l'introduction pour les acteurs des districts. Les prestataires ont déclaré ne pas avoir reçu de formation formelle
- Aucune des activités de communication planifiées n'a été menée.

Les principales recommandations sont :

- Rendre disponibles les outils et supports de gestion actualisés à tous les niveaux de la pyramide sanitaire
- Actualiser l'inventaire des équipements de la chaîne du froid et du matériel roulant
- Renforcer les équipements de chaîne du froid et le matériel roulant
- Améliorer le système de maintenance des équipements de la chaîne du froid
- Réviser et diffuser les directives sur l'archivage des données à tous les niveaux
- Faire un plaidoyer pour la construction d'incinérateurs dans les hôpitaux de référence des régions sanitaires
- Equiper les camions frigorifiques affectés au transport des vaccins de dispositifs d'enregistrement continu des températures

Etat de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation

Les outils de gestion sont reprographiés par le niveau central et mis à la disposition du niveau opérationnel de façon régulière et à toute occasion de visite dans les districts (supervision, mission d'appui à la surveillance ...). Les inventaires des équipements de la chaîne du froid et du matériel roulant a été menée en 2013. Mais cet inventaire est mis à jour de façon régulière. En 2013, les districts et centres de santé ont reçus les équipements suivants : 462 motos, 551 réfrigérateurs TCW2000, 100 réfrigérateurs TCW 3000, 51 Congélateurs TFW 800, 119 réfrigérateurs RCW 50 EG et 20 réfrigérateurs solaires. Les camions frigorifiques affectés au transport des vaccins sont équipés de dispositifs permettant de contrôler la température jusqu'aux chambres froides des antennes régionales qui sont équipées d'enregistreurs continus de températures

7.2.3. Manifestation postvaccinale indésirable (MAPI)

Y a-t-il un dispositif national consacré à la pharmacovigilance vaccinale? **Oui**

Existe-t-il un comité national d'experts chargés d'examiner les cas de MAPI? **Oui**

Les pays dispose-t-il d'un plan institutionnel de développement de la sécurité vaccinale? **Oui**

Le pays partage-t-il ses données sur la sécurité des injections avec d'autres pays? **Non**

Votre pays a-t-il mis en place une stratégie de communication des risques assortie de plans nationaux de préparation afin de faire face à des problèmes éventuels de vaccination ? **Non**

7.2.4. Surveillance

Votre pays a-t-il mis en place un système de surveillance sentinelle pour :

a. la diarrhée à rotavirus ? **Oui**

b. la méningite bactérienne ou les maladies à pneumocoques ou méningocoques chez l'enfant ? **Oui**

Votre pays réalise-t-il des enquêtes spécifiques sur :

a. la diarrhée à rotavirus ? **Non**

b. la méningite bactérienne ou les maladies à pneumocoques ou méningocoques chez l'enfant ? **Non**

Dans l'affirmative, le groupe technique consultatif national sur la vaccination (GTCV) ou le comité de coordination interagences (CCIA) examine-t-il régulièrement les données provenant de systèmes nationaux de surveillance sentinelle et d'enquêtes spécifiques afin d'établir des recommandations concernant la qualité des données produites et la manière d'améliorer encore la qualité de ces données ? **Pas sélectionnée**

Envisagez-vous d'utiliser ces données provenant de systèmes nationaux de surveillance sentinelle et/ou d'enquêtes spécifiques pour contrôler et évaluer l'impact de l'introduction et de l'utilisation des vaccins ? **Oui**

Veuillez indiquer les résultats de la surveillance/des enquêtes spécifiques ainsi que les contributions du GTCV/CCIA :

Résultats de la surveillance des diarrhées à rotavirus en 2014 :

- cas notifiés : 70

- cas positifs : 0

Résultats de la surveillance des méningites bactériennes pédiatriques en 2014 :

- cas notifiés : 8

- proportion de ponction lombaire réalisées : 100%

- proportion de cas suspects : 100%

- proportion de cas probables : 100%

●■■■■■■■ méningite bactérienne à Haemophilus influenzae : 12.5 %

●■■■■■■■ méningite bactérienne à pneumocoque : 50 %

●■■■■■■■ méningite bactérienne à salmonelle : 25 %

méningite bactérienne à Enterobacter cloacae : 12.5 %

7.3. Sommes forfaitaires de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin 2014

7.3.1. Rapport sur la gestion financière

	Montant en \$US	Montant en monnaie locale
Fonds reçus en 2014 (A)	5 037 547	2 518 773 330
Solde de fonds reporté depuis 2013	7 880	3 940 136
Total fonds disponibles en 2014 (C=A+B)	5 045 427	2 522 713 466
Dépenses totales en 2014 (D)	3 535 028	1 767 513 899
Solde reporté sur 2015 (E=C-D)	1 510 399	755 199 567

Détail des dépenses des fonds de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2014

Veillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation de l'allocation pour l'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2014 (document No 10,11). Les instructions pour cet état financier sont disponibles à l'**annexe 1**. Les états financiers seront signés par le Directeur financier du PEV et le Directeur du PEV, ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

7.3.2. Rapport sur les programmes

Veillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction d'un nouveau vaccin, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

Les principales activités liées à l'introduction sont:

- l'élaboration des modules de formation
- la révision des outils de gestion pour prendre en compte les nouvelles introductions à venir
- la distribution des vaccins aux antennes régionales et districts sanitaires
- le lancement de l'introduction à Dabou par le Directeur de Cabinet du Ministre de la santé
- la poursuite de surveillance des sites sentinelles des méningites bactériennes
- la production des supports de communication (affiches, banderoles, dépliants, etc.)
- Les émissions télévision-radio sur l'introduction

Veillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues

- La mise en place tardive des fonds
- Les difficultés de décaissement des fonds liées aux procédures ont entravé la mise en oeuvre effective des activités; par exemple ce fut le cas de la formation des acteurs du niveau opérationnel qui a été faite 2015 alors qu'elle devrait précéder l'introduction.

Veillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds reporté sur 2015

Ce sont:

- la formation des acteurs du niveau opérationnel
- l'équipement en matériel de chaîne du froid
- l'évaluation post introduction en août 2015
- l'achat de matériel roulant
- la mise en oeuvre de certaines activités de la feuille de route

7.4. Rapport sur le cofinancement du pays en 2014

Tableau 7.4 : Cinq questions sur le cofinancement du pays

	Q.1: Quel a été le montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées en 2014?	
Versements du cofinancement	Montant total en \$US	Montant total en doses
Vaccin choisi #1 : Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	500 500	136 800
Vaccin choisi #2 : Antirotavirus, 1 dose(s) par flacon, ORAL	0	0
Vaccin choisi #3 : DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	402 500	191 400
	Q.2: Quels étaient les quotes-parts de cofinancement du pays au cours de l'année visée 2014 à partir des sources suivantes ?	
Gouvernement	903000	
Donateur	0	

Autres	0	
	Q.3: Avez-vous acheté les fournitures d'injection liées pour les vaccins faisant l'objet d'un cofinancement? Quels en étaient les montants en \$US et en fournitures?	
Versements du cofinancement	Montant total en \$US	Montant total en doses
Vaccin choisi #1 : Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	146 425	136 800
Vaccin choisi #2 : Antirotavirus, 1 dose(s) par flacon, ORAL	0	0
Vaccin choisi #3 : DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	437 575	427 800
	Q.4: Quand prévoyez-vous de transférer les fonds pour le cofinancement en 2016 et quelle est la source escomptée de ce financement	
Calendrier des versements du cofinancement	Date proposée de paiement pour 2016	Source de financement
Vaccin choisi #1 : Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	août	Etat
Vaccin choisi #2 : Antirotavirus, 1 dose(s) par flacon, ORAL	décembre	Etat
Vaccin choisi #3 : DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	septembre	Etat
	Q.5: Veuillez faire état de tout besoin d'assistance technique pour élaborer des stratégies de viabilité financière, mobiliser des fonds pour la vaccination, notamment pour le cofinancement.	
	Le pays envisage d'introduire dans le PEV, de nouveaux vaccins, de plus en plus chers. Une assistance technique est donc nécessaire pour aider le pays dans l'élaboration des stratégies de viabilité financière	

***Note:** cofinancement n'est pas obligatoire pour le VPI

Le soutien de GAVI, sous la forme de vaccins nouveaux ou sous-utilisés et de fournitures d'injection, est-il inscrit au budget national du secteur de la santé ? **Non**

7.5. Gestion vaccinale (GEEV/GEV/EGV)

Veillez noter que les outils de gestion efficace des entrepôts de vaccins (GEEV) et d'évaluation de la gestion des vaccins (EGV) ont été remplacés par un outil d'évaluation intégrée de l'efficacité de la gestion des vaccins (EVM). L'information sur l'outil EVM peut être trouvée sous http://www.who.int/immunization/programmes_systems/supply_chain/evm/en/index3.html

Les pays sont tenus de réaliser une évaluation de la gestion vaccinale (EGV) avant de présenter une demande de soutien en vue de l'introduction d'un nouveau vaccin. Cette évaluation se termine avec un plan d'amélioration comprenant des activités et un calendrier. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce plan doivent être inclus dans le rapport de situation annuel. L'EGV est valable pour une période de trois ans.

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion vaccinale (EGV) ou autre évaluation (GEEV OU GEV) ? **mars 2012**

Veillez joindre les documents suivants:

- le rapport de l'EGV (**Document No 12**)
- le plan d'amélioration après l'EGV (**Document No 13**)
- le rapport de situation sur les activités appliquées pendant l'année et la situation de la mise en œuvre des recommandations du plan d'amélioration (**Document No 14**)

Un rapport de situation sur le plan d'amélioration de la GEEV/GEV/EGV est une condition obligatoire

Y a-t-il des changements dans le plan d'amélioration, et quels en sont les motifs? **Non**

Dans l'affirmative, donnez plus de détails

NA

Quand prévoit-on de mener la prochaine évaluation de la gestion vaccinale (EGV)? **juin 2015**

7.6. Suivi du soutien de GAVI aux campagnes de prévention en 2014

7.6.1. Expédition des vaccins

Avez-vous reçu le montant approuvé de doses de vaccin pour les campagnes préventives en Antiméningococcique de type A qui vous a été communiqué par GAVI dans sa lettre de décision?

[A]	[B]	[C]
Nombre total de doses approuvé dans la lettre de décision	Date de début de la campagne	Nombre total de doses reçues (Veuillez saisir les dates d'arrivée de chaque expédition et le nombre de doses de chaque livraison)
4789000	12/12/2014	4789000

Si les chiffres [A] et [B] ci-dessus sont différents, quels ont été les principaux problèmes rencontrés, le cas échéant?

NA

Si la/les date(s) indiquée(s) dans la colonne [C] sont postérieure aux dates de la campagne dans la colonne [B], quels ont été les principaux problèmes rencontrés? Quelles mesures avez-vous prises pour mener la campagne comme prévu?

la date initiale a été respectée

7.6.2. Résultats des programmes des campagnes de prévention en Antiméningococcique de type A

Régions géographiques couvertes	Durée de la campagne	Nombre total de la population cible	Résultats, c'est-à-dire population vaccinée	Couverture administrative (%)	Couverture selon l'enquête (%)	Taux de perte vaccinale	Nombre total de MAPI	Nombre de MAPI attribuées au vaccin antiméningococcique A
Nord et centre	10j	4271669	4618564	108	0	0	192	0

* Si aucune enquête n'a été menée, veuillez donner une estimation de la couverture selon des contrôleurs indépendants

La campagne a-t-elle été menée selon les plans dans la proposition approuvée? **Oui**

Si la mise en œuvre n'a pas suivi les plans décrits dans la proposition approuvée, veuillez en donner la raison.

NA

Le résultat de la campagne a-t-il atteint l'objectif décrit dans la proposition approuvée? (n'a pas atteint l'objectif/a dépassé l'objectif/a atteint l'objectif. Si vous n'avez pas atteint/dépassé l'objectif, quelles sont les causes de ce résultat(inférieur/supérieur)?

L'objectif de la campagne a été atteint conformément à la proposition

Quelles leçons avez-vous retirées de la campagne?

forte mobilisation des populations pour la campagne
nécessité d'élargir la cible

7.6.3. Utilisation des fonds des coûts opérationnels des campagnes de prévention en Antiméningococcique de type A

Catégorie	Dépenses en monnaie locale	Dépenses en \$US
Gestion et coordination des programmes	14395250	30230

Planification et préparatifs	27713350	58198
Mobilisation sociale, information/éducation/commun	67939700	142673
Autres formations et réunions	14094000	29597
Production de documents	40182916	84384
Ressources humaines et mesures d'incitation	527679800	1108122
Équipement de la chaîne du froid	48800000	102479
Transport pour la mise en œuvre et la supervision	343301175	720929
Fournitures pour les séances de vaccination	33210068	69747
Gestion des déchets	20623600	43309
Surveillance cas par cas et suivi	113203650	237726
Évaluation: Enquête de couverture vaccinale	28915250	60722
Assistance technique	62068750	130344
Surveillance et Prise en charge des MAPI	69278849	145485
gestion des données	0	0
Total	1411406358	2963945

7.7. Changement de présentation d'un vaccin

Côte d'Ivoire ne demande pas de changement dans la présentation vaccinale ces prochaines années.

7.8. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2015

Si 2015 est la dernière année du soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin et le pays souhaite prolonger le soutien de GAVI, le pays demandera une prolongation de l'accord de cofinancement avec GAVI pour un soutien aux vaccins commençant à compter de 2016 et pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

The country hereby requests an extension of GAVI support for the years 2016 to 2016 for the following vaccines:

- * **Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE**
- * **Antirovirus, 3calendrier -doses**
- * **DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

At the same time it commits itself to co-finance the procurement of the following vaccines in accordance with the minimum Gavi co-financing levels as summarised in section [7.11 Calculation of requirements](#).

- * **Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE**
- * **Antirovirus, 3calendrier -doses**
- * **DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

The multi-year support extension is in line with the new cMYP for the years 2016 to 2016, which is attached to this APR (Document N°16). The new costing tool is also attached (Document N°17) for the following vaccines:

- * **Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE**
- * **Antirovirus, 3calendrier -doses**
- * **DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

The country ICC has endorsed this request for extended support of the following vaccines at the ICC meeting whose minutes are attached to this APR. (Document N°18)

* **Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

* **Antirotavirus, 3calendrier -doses**

* **DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

7.9. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2016

Afin de demander un SVN pour la vaccination en 2016 prière de procéder de la manière suivante

Confirmez ci-dessous que votre demande de soutien aux vaccins 2016 est conforme au tableau [7.11 Calcul des besoins Oui](#)

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi

NA

7.10. prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

Tableau 7.10.1: Prix des produits

Les prix estimés des approvisionnements ne sont pas divulgués

Table 7.10.2: Frais de transport

Antigène vaccinal	Type de vaccin	2012	2013	2014	2015	2016
Antiméningococcique de type A, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ	Antiméningococcique de type A, 10 dose(s) par flacon, LYOPHILISÉ			12,50 %	12,50 %	12,30 %
Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE	Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE			4,40 %	4,50 %	3,00 %
Antirovirus, 3calendrier - doses	Antirovirus, 3calendrier - doses			7,10 %	7,10 %	7,10 %
DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE	DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE			3,40 %	4,30 %	3,60 %

7.11. Calcul des besoins

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour **DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

ID		Source		2014	2015	2016	TOTAL
	Nombre de nourrissons survivants	Paramètre	#	812 445	773 035	861 112	2 446 592
	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Paramètre	#	812 445	840 816	775 000	2 428 261
	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Paramètre	#	779 947	757 575	775 000	2 312 522
	Couverture vaccinale avec la troisième dose	Paramètre	%	96,00 %	98,00 %	90,00 %	
	Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	3	3	3	
	Estimation du facteur de perte vaccinale	Paramètre	#	1,11	1,11	1,11	
	Stock in Central Store Dec 31, 2014		#	0			
	Stock across second level Dec 31, 2014 (if available)*		#	147 830			
	Stock across third level Dec 31, 2014 (if available)*	Paramètre	#	0			
	Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		10	10	
	Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	
	Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Non	Non	
	Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	
cc	Cofinancement du pays par dose	Paramètre	\$		0,30	0,35	
ca	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Paramètre	\$		0,0448	0,0448	
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Paramètre	\$		0	0	
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Paramètre	\$		0,0054	0,0054	

fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Paramètre	%		4,30 %	3,60 %	
----	--	-----------	---	--	--------	--------	--

* Please describe the method used for stock count in the text box below. We assume the closing stock (Dec 31, 2014) is the same as the opening stock (Jan 1, {1}). If there is a difference, please provide details in the text box below.

RAS

Pour les vaccins pentavalents, GAVI applique un indicateur de 4,5 mois de stock régulateur + stock opérationnel. Les pays doivent indiquer leurs besoins en termes de stock régulateur + stock opérationnel, si ceux-ci sont différents de l'indicateur jusqu'à un maximum de 6 mois. En cas de besoin d'assistance pour calculer les niveaux des stocks régulateur et opérationnel, veuillez contacter l'OMS ou l'UNICEF. Par défaut, la pré-sélection concerne un stock régulateur + opérationnel de 4,5 mois.

3

Tableaux de cofinancement pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE

Groupe de cofinancement	Intermédiaire
-------------------------	---------------

	2014	2015	2016
Cofinancement minimal	0,26	0,30	0,35
Cofinancement recommandé conformément à			0,35
Votre cofinancement	0,26	0,30	0,35

Tableau 7.11.2: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (GAVI support)

		2014	2015	2016
Nombre de doses de vaccin	#	2 925 500	2 286 000	2 473 900
Nombre de seringues autobloquantes	#	2 965 200	2 266 100	2 491 500
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	32 650	24 950	27 225
Valeur totale du cofinancement par GAVI	\$	5 973 000	4 720 000	4 717 500

Tableau 7.11.3: Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (Country support)

		2014	2015	2016
Nombre de doses de vaccin	#	427 000	389 000	556 200
Nombre de seringues autobloquantes	#	432 800	385 300	560 200
Nombre de seringues de reconstitution	#	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#	4 775	4 250	6 125
Valeur totale du cofinancement par le pays [1]	\$	872 000	802 500	1 060 500

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 1)

	Formule	2014	2015		
			Total	Gouvernement	GAVI
A	Cofinancement du pays	V			
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	812 445	840 816	
B1	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Tableau 4	779 947	840 816	
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	3	
D	Nombre de doses nécessaires	$B + B1 + \text{Cible pour la 2e dose } ((B - 0.41 \times (B - B1)))$	2 391 513	2 405 079	
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,11	1,11	
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$		2 669 637	
G	Stock régulateur des vaccins	<p>Buffer on doses needed + buffer on doses wasted Buffer on doses needed = $(D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ Buffer on doses wasted =</p> <ul style="list-style-type: none"> if $(\text{wastage factor of previous year current estimation} < \text{wastage factor of previous year original approved})$: $((F - D) - ((F - D) \text{ of previous year original approved} - (F - D) \text{ of previous year current estimation})) \times 0,25$ else: $(F - D - ((F - D) \text{ of previous year original approved})) \times 0,25 \geq 0$ 			
H	Stock à déduire	$H1 - (F (2015) \text{ current estimation} \times 0,25)$			
H1	Stock initial calculé	$H2 (2015) + H3 (2015) - F (2015)$			
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1	297 990	0	
H3	Plan d'expédition	Approved volume		2 675 000	
I	Total doses de vaccin nécessaires	$\text{Arrondi}((F + G - H) / \text{taille du conditionnement du vaccin}) \times \text{taille du conditionnement du vaccin}$		2 675 000	
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin			
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$			
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$			
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(I / 100) \times 1.10$			
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose } ((g)$			
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes } (ca)$			
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution } (cr)$			
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité } (cs)$			
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins } (fv)$			
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures } (fd)$			
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$			
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose } (cc)$			
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T			

Etant donné que le plan d'expéditions pour 2014 n'est pas encore disponible, le volume approuvé pour 2014 est utilisé en tant que meilleure image de l'expédition de 2014. Les informations seront actualisées lorsque le plan d'expéditions sera disponible.

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour DTC-HepB-Hib, 10 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 2)

	Formule	2016			
		Total	Gouvernement	GAVI	
A	Cofinancement du pays	V	18,35 %		
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	775 000	142 249	632 751
B1	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Tableau 4	775 000	142 249	632 751
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3		
D	Nombre de doses nécessaires	$B + B1 + \text{Cible pour la 2e dose } ((B - 0.41 \times (B - B1)))$	2 325 000	426 747	1 898 253
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,11		
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$	2 580 750	473 689	2 107 061
G	Stock régulateur des vaccins	Buffer on doses needed + buffer on doses wasted Buffer on doses needed = $(D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ Buffer on doses wasted = <ul style="list-style-type: none"> • <u>if(wastage factor of previous year current estimation < wastage factor of previous year original approved):</u> $((F - D) - ((F - D) \text{ of previous year original approved} - (F - D) \text{ of previous year current estimation})) \times 0,25$ • <u>else:</u> $(F - D - ((F - D) \text{ of previous year original approved})) \times 0,25 \geq 0$ 	- 20 019	- 3 674	- 16 345
H	Stock à déduire	$H1 - (F (2015) \text{ current estimation} \times 0,25)$	- 469 190	- 86 118	- 383 072
H1	Stock initial calculé	$H2 (2015) + H3 (2015) - F (2015)$	159 648	29 303	130 345
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1			
H3	Plan d'expédition	Approved volume			
I	Total doses de vaccin nécessaires	$\text{Arrondi}((F + G - H) / \text{taille du conditionnement du vaccin}) \times \text{taille du conditionnement du vaccin}$	3 030 000	556 147	2 473 853
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	10		
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$	3 051 589	560 110	2 491 479
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$	0	0	0
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(I / 100) \times 1.10$	33 330	6 118	27 212
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose } (g)$	5 444 910	999 396	4 445 514
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes } (ca)$	136 712	25 094	111 618
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution } (cr)$	0	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité } (cs)$	182	34	148
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins } (fv)$	196 017	35 979	160 038
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures } (fd)$	0	0	0
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$	5 777 821	1 060 500	4 717 321
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose } (cc)$	1 060 500		
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T	18,35 %		

Etant donné que le plan d'expéditions pour 2014 n'est pas encore disponible, le volume approuvé pour 2014 est utilisé en tant que meilleure image de l'expédition de 2014. Les informations seront actualisées lorsque le plan d'expéditions sera disponible.

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE

ID	Source		2014	2015	2016	TOTAL
Nombre de nourrissons survivants	Paramètre	#	812 445	773 035	861 112	2 446 592
Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Paramètre	#	762 377	840 816	775 000	2 378 193
Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Paramètre	#	686 138	757 575	7 750 001	9 193 714
Couverture vaccinale avec la troisième dose	Paramètre	%	84,45 %	98,00 %	900,00 %	
Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	3	3	3	
Estimation du facteur de perte vaccinale	Paramètre	#	1,05	1,05	1,05	
Stock in Central Store Dec 31, 2014		#	2 325 360			
Stock across second level Dec 31, 2014 (if available)*		#	0			
Stock across third level Dec 31, 2014 (if available)*	Paramètre	#	0			
Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		1	1	
Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	
Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Non	Non	
Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Oui	Oui	

cc	Cofinancement du pays par dose	Paramètre	\$		0,23	0,26	
ca	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Paramètre	\$		0,0448	0,0448	
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Paramètre	\$		0	0	
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Paramètre	\$		0,0054	0,0054	
fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Paramètre	%		4,50 %	3,00 %	

* Please describe the method used for stock count in the text box below. We assume the closing stock (Dec 31, 2014) is the same as the opening stock (Jan 1, {1}). If there is a difference, please provide details in the text box below.

RAS

Tableaux de cofinancement pour **Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE**

Groupe de cofinancement	Intermédiaire
-------------------------	---------------

	2014	2015	2016
Cofinancement minimal	0,20	0,23	0,26
Cofinancement recommandé conformément à			0,26
Votre cofinancement	0,20	0,23	0,26

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 1)

	Formule	2014	2015		
			Total	Gouvernement	GAVI
A	Cofinancement du pays	V			
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	762 377	840 816	
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	3	
D	Nombre de doses nécessaires	$B \times C$	2 287 131	2 522 448	
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,05	1,05	
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$		2 648 571	
G	Stock régulateur des vaccins	Buffer on doses needed + buffer on doses wasted Buffer on doses needed = $(D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ Buffer on doses wasted = $(F - D) \times [XXX] - ((F - D) \text{ of previous year current estimate}) \times 0,25$			
H	Stock à déduire	H2 de l'année précédente - $0,25 \times F$ de l'année précédente			
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1	0	2 325 360	
I	Total doses de vaccin nécessaires	Arrondi $((F + G - H) / \text{taille du conditionnement du vaccin}) \times \text{taille du conditionnement du vaccin}$		1 612 800	
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin			
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$			
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$			
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(I / 100) \times 1.10$			
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose (g)}$			
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)}$			
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)}$			
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)}$			
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins (fv)}$			
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures (fd)}$			
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$			
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose (cc)}$			
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T			

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour Antipneumococcique (VPC13), 1 dose(s) par flacon, LIQUIDE (partie 2)

	Formule	2016		
		Total	Gouvernement	GAVI
A	Cofinancement du pays	V	7,38 %	
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	775 000	57 233
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	
D	Nombre de doses nécessaires	$B \times C$	2 325 000	171 697
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,05	
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$	2 441 250	180 282
G	Stock régulateur des vaccins	Buffer on doses needed + buffer on doses wasted $\text{Buffer on doses needed} = (D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ $\text{Buffer on doses wasted} = (F - D) \times [XXX] - ((F - D) \text{ of previous year current estimate}) \times 0,25$	- 48 625	- 3 590
H	Stock à déduire	H2 de l'année précédente - 0,25 x F de l'année précédente	1 663 218	122 826
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1		
I	Total doses de vaccin nécessaires	Arrondi((F + G - H) / taille du conditionnement du vaccin) x taille du conditionnement du vaccin	730 800	53 969
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	1	
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$	674 473	49 809
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$	0	0
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(I / 100) \times 1.10$	8 039	594
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose (g)}$	2 468 643	182 305
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)}$	30 217	2 232
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)}$	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)}$	44	4
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins (fv)}$	74 060	5 470
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures (fd)}$	0	0
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$	2 572 964	190 008
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose (cc)}$	190 008	
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T	7,38 %	

Tableau 7.11.1: Caractéristiques pour **Antirotavirus, 3calendrier -doses**

ID		Source		2014	2015	2016	TOTAL
	Nombre de nourrissons survivants	Paramètre	#	812 445	773 035	861 112	2 446 592
	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Paramètre	#	0	0	775 000	775 000
	Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose	Paramètre	#			775 000	775 000
	Couverture vaccinale avec la troisième dose	Paramètre	%	0,00 %	0,00 %	90,00 %	
	Nombre de doses par enfant	Paramètre	#	3	3	3	

	Estimation du facteur de perte vaccinale	Paramètre	#	1,00	1,00	1,05
	Stock in Central Store Dec 31, 2014		#	0		
	Stock across second level Dec 31, 2014 (if available)*		#	0		
	Stock across third level Dec 31, 2014 (if available)*	Paramètre	#	0		
	Nombre de doses par flacon	Paramètre	#		1	1
	Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Paramètre	#		Non	Non
	Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Paramètre	#		Non	Non
	Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Paramètre	#		Non	Non
cc	Cofinancement du pays par dose	Paramètre	\$		0,00	0,15
ca	Prix unitaire des seringues autobloquantes	Paramètre	\$		0,0448	0,0448
cr	Prix unitaire des seringues de reconstitution	Paramètre	\$		0	0
cs	Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Paramètre	\$		0,0054	0,0054
fv	Frais de transport en % de la valeur des vaccins	Paramètre	%			7,10 %

* Please describe the method used for stock count in the text box below. We assume the closing stock (Dec 31, 2014) is the same as the opening stock (Jan 1, {1}). If there is a difference, please provide details in the text box below.

NA

Tableaux de cofinancement pour **Antirotavirus, 3calendrier -doses**

Groupe de cofinancement	Intermédiaire
-------------------------	---------------

	2014	2015	2016
Cofinancement minimal		0,13	0,15
Cofinancement recommandé conformément à			0,15
Votre cofinancement			0,15

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour Antirovirus, 3calendrier -doses (partie 1)

	Formule	2014	2015		
			Total	Gouvernement	GAVI
A	Cofinancement du pays	V			
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	0	0	
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	3	
D	Nombre de doses nécessaires	$B \times C$	0	0	
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,00	1,00	
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$		0	
G	Stock régulateur des vaccins	Buffer on doses needed + buffer on doses wasted Buffer on doses needed = $(D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ Buffer on doses wasted = $(F - D) \times [XXX] - ((F - D) \text{ of previous year current estimate}) \times$			
H	Stock à déduire	H2 de l'année précédente - $0,25 \times F$ de l'année précédente			
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1	0	0	
I	Total doses de vaccin nécessaires	Arrondi($(F + G - H) / \text{taille du conditionnement du vaccin}) \times \text{taille du conditionnement du vaccin}$		0	
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin			
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$			
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$			
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(K + L) / 100 \times 1.10$			
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose (g)}$			
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)}$			
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)}$			
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)}$			
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins (fv)}$			
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures (fd)}$			
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$			
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose (cc)}$			
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T			

Tableau 7.11.4: Calcul des besoins pour Antirovirus, 3calendrier -doses (partie 2)

	Formule	2016		
		Total	Gouvernement	GAVI
A	Cofinancement du pays	V	4,00 %	
B	Nombre d'enfants devant recevoir la première dose de vaccin	Tableau 4	775 000	31 013
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre vaccinal (calendrier)	3	
D	Nombre de doses nécessaires	$B \times C$	2 325 000	93 038
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau 4	1,05	
F	Nombre de doses nécessaires y compris pertes	$D \times E$	2 441 250	97 690
G	Stock régulateur des vaccins	Buffer on doses needed + buffer on doses wasted $\text{Buffer on doses needed} = (D - D \text{ of previous year original approved}) \times 0,25$ $\text{Buffer on doses wasted} = (F - D) \times [XXX] - ((F - D) \text{ of previous year current estimate}) \times$	610 313	24 423
H	Stock à déduire	H2 de l'année précédente - 0,25 x F de l'année précédente	0	0
H2	Stock le 1er janvier	Tableau 7.11.1		
I	Total doses de vaccin nécessaires	Arrondi((F + G - H) / taille du conditionnement du vaccin) x taille du conditionnement du vaccin	3 051 900	122 125
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin	1	
K	Nombre de seringues autobloquantes (+ 10% pertes) nécessaires	$(D + G - H) \times 1.10$	0	0
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% pertes) nécessaires	$(I / J) \times 1.10$	0	0
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires	$(K + L) / 100 \times 1.10$	0	0
N	Coût des vaccins nécessaires	$I \times \text{prix du vaccin par dose (g)}$	10 681 650	427 437
O	Coût des seringues autobloquantes nécessaires	$K \times \text{prix unitaire des seringues autobloquantes (ca)}$	0	0
P	Coût des seringues de reconstitution nécessaires	$L \times \text{prix unitaire des seringues de reconstitution (cr)}$	0	0
Q	Coût des réceptacles de sécurité nécessaires	$M \times \text{prix unitaire des réceptacles de sécurité (cs)}$	0	0
R	Frais de transport des vaccins nécessaires	$N \times \text{Frais de transport en \% de la valeur des vaccins (fv)}$	758 398	30 349
S	Frais de transport du matériel nécessaire	$(O+P+Q) \times \text{frais de transport en \% de la valeur des fournitures (fd)}$	0	0
T	Total financement nécessaire	$(N+O+P+Q+R+S)$	11 440 048	457 785
U	Cofinancement total du pays	$I \times \text{cofinancement du pays par dose (cc)}$	457 785	
V	Proportion du cofinancement du pays en % du financement de GAVI	U / T	4,00 %	

8. Soutien au renforcement des systèmes de santé (RSS)

Instructions relatives aux informations à fournir sur les fonds de RSS reçus

1. Seuls les pays dont la demande de RSS a été approuvée pour et qui ont reçu des fonds avant ou pendant la période de janvier à décembre 2014. Tous les pays doivent fournir des informations sur :

- a. Les progrès accomplis en 2014
- b. La mise en œuvre du RSS de janvier à avril 2015 (rapport transitoire)
- c. les plans pour 2016
- d. Les changements proposés aux activités et au budget approuvés (voir n° 4 ci-dessous)

Les pays qui ont reçu des fonds de RSS au cours des trois derniers mois de 2014 ou qui ont enregistré d'autres types de retards ayant limité la mise en œuvre en 2014 peuvent utiliser cette section comme rapport initial afin de rendre compte des activités de lancement.

2. Afin de mieux aligner le rapport relatif au soutien RSS sur les processus nationaux, les pays dont l'exercice fiscal 2014 commence en janvier 2014 et se termine en décembre 2014, devront faire parvenir leur rapport sur le RSS à GAVI Alliance avant le 15 mai 2015. Pour les autres pays, les rapports sur le RSS devraient être reçus par GAVI Alliance environ six mois après la fin de l'exercice fiscal du pays: ainsi, si l'exercice fiscal du pays s'achève en mars 2015, les rapports sur le RSS seront attendus par GAVI Alliance d'ici à septembre 2015.

3. Veuillez utiliser votre proposition approuvée pour rédiger ce rapport de situation annuel. Prière de remplir ce modèle de rapport soigneusement et avec exactitude. Si nécessaire, veuillez utiliser plus d'espace que celui qui est prévu dans le formulaire.

4. Si vous souhaitez modifier les objectifs, les activités et le budget préalablement approuvés (reprogrammation), veuillez demander les directives sur la reprogrammation à votre responsable pays au Secrétariat de GAVI ou envoyez un courriel à l'adresse gavihss@gavi.org.

5. Si vous sollicitez une nouvelle tranche de financement, merci de le signaler à la [section 8.1.2](#).

6. Assurez-vous, avant de le soumettre au Secrétariat de GAVI Alliance, que ce rapport a été avalisé par les mécanismes nationaux de coordination compétents (CCSS ou équivalent), comme le prévoit la page des signatures eu égard à l'exactitude et à la validité des faits, des chiffres et des sources utilisés.

7. Veuillez joindre toutes les pièces justificatives. Ces documents comprennent :

- a. Compte rendu des réunions du CCSS tenues en 2014
- b. Compte rendu de la réunion du CCSS en 2015 qui a avalisé le présent rapport
- c. Le plus récent rapport d'examen du secteur de la santé
- d. État financier de l'utilisation des fonds RSS pendant l'année calendaire 2014
- e. Rapport de vérification externe des comptes des fonds RSS pendant l'exercice fiscal le plus récent (si disponible).

8. Le Comité d'examen indépendant (CEI) de GAVI Alliance évalue tous les rapports de situation annuels. En plus des informations dont la liste figure ci-dessus, le CEI demande que les données suivantes soient incluses dans cette section afin d'approuver de nouvelles tranches de financement de RSS :

- a. Les rapports sur les indicateurs convenus, tels que figurant dans le cadre approuvé de suivi et d'évaluation, la proposition et la lettre d'approbation
- b. La démonstration (preuves tangibles à l'appui) des liens étroits entre les activités, les produits, les résultats et les indicateurs d'impact ;
- c. Un aperçu de l'assistance technique qui peut être nécessaire pour soutenir la mise en œuvre ou le suivi de l'investissement de RSS de GAVI la prochaine année.

8. Un rapport inexact, incomplet ou non fondé peut inciter le CEI à renvoyer le rapport au pays pour obtenir des éclaircissements (ce qui risque d'occasionner des retards dans le versement d'autres fonds de RSS) ou à recommander de ne pas débloquer de nouveaux fonds de RSS ou encore à verser seulement une partie de la prochaine tranche.

8.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2014 et demande d'une nouvelle tranche

Veillez préciser les sources de toutes les données utilisées dans le présent rapport

8.1.1. Rapport sur l'utilisation des fonds de RSS en 2014

Veillez compléter les tableaux 8.1.3.a et 8.1.3.b (comme dans le rapport de situation annuel) pour chaque année du programme pluriannuel de RSS approuvé en \$US et en monnaie locale

Note : si vous demandez une nouvelle tranche de financement, veillez à bien remplir la dernière ligne du tableau 8.1.3.a et 8.1.3.b.

8.1.2. Veillez indiquer si vous demandez une nouvelle tranche de financement **Oui**

Dans l'affirmative, veillez préciser le montant du financement demandé: **2334170** US\$

Ces fonds devraient être suffisants pour assurer la mise en œuvre de l'allocation au titre du RSS jusqu'à décembre 2016.

Tableau 8.1.3a \$(US)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)	1783000	1764500	1794000	1556000	1556000	
Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)					4404464	2450452
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)	0	0	0	0	2070294	0
Solde reporté depuis l'année précédente (A)	1790000	1004758	343674	343674	357933	2287381
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire (C=A+B)					2428227	2287381
Dépenses totales pendant l'année calendaire (D)					0	1899969
Solde reporté sur la prochaine année calendaire (E=C-D)					2428227	387412
Montant de financement demandé pour la/les prochaine(s) année(s) calendaire(s) [veillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement]	0	0	0	0	4404644	2334170

	2015	2016	2017	2018
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)				
Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)	2721582			
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)				
Solde reporté depuis l'année précédente (A)				
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire (C=A+B)				
Dépenses totales pendant l'année calendaire (D)				
Solde reporté sur la prochaine année calendaire (E=C-D)				
Montant de financement demandé pour la/les prochaine (s) année(s) calendaire (s) [veuillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement)	0	0	0	0

Tableau 8.1.3b (Monnaie locale)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)	895066000	866369500	897000000	778000000	778000000	
Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)		0	0	0	2074502544	1154162892
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)		0	0	0	975103764	0
Solde reporté depuis l'année précédente (A)	811317500	504388516	168743977	168743977	168586443	1143690491
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire (C=A+B)	811317500	504388516	168743977	168743977	1143694917	1143690491
Dépenses totales pendant l'année calendaire (D)	394191484	324592244	0	0	0	949984292
Solde reporté sur la prochaine année calendaire (E=C-D)	504388516	168743977	168743977	168743977	1143694917	193706199
Montant de financement demandé pour la/les prochaine (s) année(s) calendaire (s) [veuillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement)	0	0	0	0	0	1099394070

	2015	2016	2017	2018
Budget annuel original (selon la proposition de RSS initialement approuvée)				
Budget annuel révisé (s'il a été révisé au cours de l'examen de rapports annuels précédents)	1180237323			
Fonds totaux reçus de GAVI pendant l'année calendaire (A)				
Solde reporté depuis l'année précédente (A)				
Total fonds disponibles pendant l'année calendaire (C=A+B)				
Dépenses totales pendant l'année calendaire (D)				
Solde reporté sur la prochaine année calendaire (E=C-D)				
Montant de financement demandé pour la/les prochaine(s) année(s) calendaire(s) [veuillez à bien remplir cette ligne si vous demandez une nouvelle tranche de financement]	0	0	0	0

Rapport sur les fluctuations du taux de change

Veuillez indiquer au [tableau 8.3.c](#) ci-dessous le taux de change utilisé à l'ouverture et à la clôture pour chaque année calendaire.

Tableau 8.1.3.c

Taux de change	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ouverture au 1er janvier	502	491	500	500		479
Clôture au 31 décembre	502	491	500	500	471	538

Détail des dépenses des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2014

Veuillez joindre un état financier détaillé sur l'utilisation des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2014 (les instructions pour cet état financier sont jointes dans les annexes en ligne du rapport de situation annuel). Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé. **(Document numéro: 19)**

Si des dépenses pour la période comprise entre janvier et avril 2015 sont indiquées au tableau 14, un état financier détaillé et séparé de l'utilisation de ces fonds de RSS doit aussi être joint **(Document numéro: 20)**

A-t-on réalisé une vérification externe des comptes? Non

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de RSS pendant l'exercice fiscal le plus récent, il conviendra de le joindre aussi (Document numéro: 21)

8.2. Progrès des activités de RSS pendant l'année fiscale 2014

Veillez utiliser le tableau 8.2 pour rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination avec des fonds de RSS. Il est très important de renseigner précisément sur l'étendue des progrès et l'utilisation du cadre de suivi et d'évaluation de votre demande originale et de la lettre de décision.

Veillez donner les informations suivantes pour chaque activité planifiée:

- Le pourcentage de l'activité achevée, le cas échéant
- Une explication des progrès accomplis et éventuellement des obstacles rencontrés
- La source des informations/données, si besoin est

Tableau 8.2: Activités de RSS pendant l'année 2014 faisant l'objet du rapport

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2014	Pourcentage d'activité achevée (taux annuel) (le cas échéant)	Source des informations/données (si besoin est)
Activité 1.1 : Appuyer le monitoring des activités au niveau district et région	Activité 1.1 : Appuyer le monitoring des activités au niveau district et région	0	
Activité 1.2 : Organiser le suivi et la gestion du projet par le comité technique (frais de gestion du compte)	Activité 1.2 : Organiser le suivi et la gestion du projet par le comité technique (frais de gestion du compte)	100	relevés bancaires
Activité 1.3 : Organiser un audit interne par les services de l'inspection générale des finances du MEF au terme des six mois de mise en œuvre	Activité 1.3 : Organiser un audit interne par les services de l'inspection générale des finances du MEF au terme des six mois de mise en œuvre	0	
Activité 2.1 : Doter les districts sanitaires et les Directions Régionales en véhicules de supervision de type 4x4	Activité 2.1 : Doter les districts sanitaires et les Directions Régionales en véhicules de supervision de type 4x4	100	rapport d'activité
Activité 2.2 : Doter 205 ESPC en motos pour mener à bien les activités de stratégie avancée	Activité 2.2 : Doter 205 ESPC en motos pour mener à bien les activités de stratégie avancée	100	rapport d'activité
Activité 3.1 : Doter les 12 Directions régionales, 31 districts et 326 ESPC en supports de collecte des données	Activité 3.1 : Doter les 12 Directions régionales, 31 districts et 326 ESPC en supports de collecte des données	0	
Activité 3.2 : Doter 31 districts, 12 Directions régionales et 7 Directions centrales en équipements et consommables informatiques	Activité 3.2 : Doter 31 districts, 12 Directions régionales et 7 Directions centrales en équipements et consommables informatiques	0	

8.2.1 Pour chaque objectif et chaque activité (c'est-à-dire objectif 1, activité 1.1, activité 1.2, etc.), décrivez les progrès accomplis et les obstacles (par exemple, évaluations, réunions du CCSS).

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Décrivez les progrès accomplis et les obstacles
Activité 1.1 : Appuyer le monitoring des activités	non réalisé en raison des difficultés de décaissement interne
Activité 1.2 : Organiser le suivi et la gestion du	non réalisé sur fonds GAVI, parce que incompatible avec la politique de gestion de gavi
Activité 1.3 : Organiser un audit interne	non réalisé, difficultés liées à la procédure de décaissement interne
Activité 2.2 : Doter 205 ESPC en motos	330 moto disponible pour les stratégies avancées de vaccination
Activité 3.2 : Doter les 12 Directions régionales,	40 véhicules disponible pour les supervisions et stratégies mobiles
Activité 3.1 : Doter les 12 Directions régionales,	non réalisé, difficultés liées a la procédure de décaissement en interne
Activité 3.2 : Doter 31 districts, 12 Directions	non réalisé, difficultés liées à la procédure de décaissement interne

8.2.2 Expliquez pourquoi certaines activités n'ont pas été réalisées, ou ont été modifiées, avec des références.

Activité 1.1 : Appuyer le monitoring des activités au niveau district et région lors de son inscription au budget, le budget retenu pour la réalisation de cette activité a été éclaté en plusieurs lignes dont la ligne prestation extérieure. Il n'a pas été possible d'engager cette ligne en raison de la complexité de la procédure jusqu'à la fermeture du système de gestion des finances publiques (SIGFIP) pour l'année 2014

Activité 1.2 : Organiser le suivi et la gestion du projet

Les activités de suivi et de gestion proprement dite du projet ont été mis en œuvre sur financement de l'Etat de Côte d'Ivoire, car elle ne pouvaient pas être financé sur fonds GAVI selon la politique de gestion des fonds GAVI. Ce qui justifie le fait que ce montant n'ait pas été utilisé en totalité.

Activité 1.3 : Organiser un audit interne par les services de l'inspection générale des finances du MEF au terme des six mois de mise en œuvre

Au moment de l'inscription du budget de l'activité au budget de l'Etat, il a été inscrit sur la ligne prestation extérieure. Cette ligne prestation extérieure n'a pas pu être engagée compte tenu de la complexité de la procédure. Il apparaît clairement que toutes les activités qui ont été inscrites en partie ou en totalité sur la ligne prestation extérieure n'ont pas pu être exécutées

Activité 3.1 : Doter les 12 Directions régionales, 31 districts et 326 ESPC en supports de collecte des données

au moment de l'inscription du budget de l'activité au budget de l'Etat, il a été inscrit sur la ligne prestation extérieure. Cette ligne prestation extérieure n'a pas pu être engagée compte tenu de la complexité de la procédure.

Il apparaît clairement que toutes les activités qui ont été inscrites en partie ou en totalité sur la ligne prestation extérieure n'ont pas pu être exécutées

Activité 3.2 : Doter 31 districts, 12 Directions régionales et 7 Directions centrales en équipements et consommables informatique

Cette activité qui devrait être réalisée en utilisant les services de UNOPS, n'a pu être réalisée en raison du retard de décaissement des fonds lié aux difficultés rencontrées avec le contrôle financier. Le temps d'aplanir ces difficultés nous étions déjà en fin d'année budgétaire et la convention avec UNOPS n'était plus d'actualité.

NB: les activités 1.1 de monitoring, bien que n'ayant pas été réalisées sur les fonds GAVI ont pu être conduites à la fois sur budget de l'Etat et à partir des fonds en provenance d'autres partenaires.

l'activité 3.2 reproduction de support de collecte des données a été réalisée sur financement du PEPFAR qui a reproduit tous les supports de collecte pour l'année 2014.

l'activité 1.3 portant sur l'audit a été reprogrammée en 2015 dans le cadre de la feuille de route de l'approche taillée sur mesure.

8.2.3 Si les fonds de RSS de GAVI ont été utilisés pour donner des mesures d'encouragement aux ressources humaines nationales, comment ces fonds ont-ils contribué à la mise en œuvre de la politique ou des directives nationales sur les ressources humaines?

les fonds RSS de GAVI n'ont pas été utilisés pour donner des mesures d'encouragement aux ressources humaines nationales.

8.3. Vue d'ensemble des objectifs atteints

Veuillez compléter le **tableau 8.3** pour chaque indicateur et objectif figurant dans la demande initiale approuvée et la lettre de décision. Veuillez utiliser les données de références et les objectifs pour 2013 tels qu'ils figurent dans votre proposition originale de RSS.

Tableau 8.3: Progrès sur les objectifs atteints

Nom de l'objectif ou indicateur (Insérer autant de lignes que nécessaire)	Référence		Objectif accepté jusqu'à la fin du soutien dans la demande originale de RSS	2014 Objectif						Source des données	Explication si des objectifs n'ont pas été atteints
	Valeur de référence	Source/date de la valeur de référence									
Non Applicable	Non Applicable	Non Applicable	Non Applicable	Non Applicable	Non Applicable	Non Applicable					

8.4. Mise en œuvre du programme en 2014

8.4.1. Veuillez décrire les principales réalisations en 2014, notamment les retombées sur les programmes des services de santé, et indiquer comment les fonds alloués au titre du RSS ont contribué au renforcement du programme de vaccination

les trois activités réalisées qui constituent plus de 85% du budget se résument à l'achat de 330 motos et de 40 véhicules pour renforcer les capacités des districts et des centre de santé dans la conduite des activité de supervision, de vaccination en stratégie avancées et mobiles.

8.4.2. Veuillez décrire les problèmes rencontrés et les solutions trouvées ou proposées pour améliorer les résultats futurs des fonds de RSS.

Les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre de la subvention de GAVI en 2014, sont essentiellement liés à la procédure d'exécution des dépenses publiques (les fonds GAVI ayant été inscrit au budget de l'Etat). en effet il y a eu

- des contraintes dans la transcription des dépenses dans les lignes budgétaire de la dépense publique pour certaines activités.

- la lenteur dans la procédure de décaissement qui a été émaillés de nombreux blocages entre les instances de contrôle et l'unité de gestion du programme qui a du parfois recourir au secrétariat de GAVI pour débloquer la situation.

pour permettre une meilleure exécution des activités prévues pour l'année 2015, il a été décidé dans le cadre de la feuille de route de l'approche taillé sur mesure que les fonds transite de façon exceptionnelle par l'UNICEF. une convention sera signé entre l'UNICEF et le Ministère de la Santé pour permettre la mise à disposition rapide des fonds pour l'exécution des activités. L'évaluation finale de la proposition au terme de l'exercice 2015 permettra de formuler des propositions pérennes pour une meilleure mise en oeuvre des propositions futurs.

8.4.3. Veuillez décrire les dispositions exactes aux différents niveaux pour le suivi et l'évaluation des activités de RSS financées par GAVI.

Le plan d'utilisation des fonds a été validé par le CCIA. Les différentes étapes du processus d'achat ont été partagées avec l'ensemble des partenaires et membre du CCIA.

Toutes les décisions prises pour l'exécution des fonds a été prise avec l'aval du CCIA.

8.4.4. Veuillez indiquer dans quelle mesure les activités de suivi et d'évaluation sont intégrées dans les systèmes nationaux (tels que, par exemple, les examens sectoriels annuels). Décrivez comment l'établissement des rapports sur les fonds de RSS de GAVI peut être mieux harmonisé avec les systèmes d'information existants dans votre pays. Cela pourrait inclure l'utilisation des indicateurs pertinents adoptés dans l'approche sectorielle au lieu des indicateurs de GAVI.

le CCIA a constitué le cadre de suivi tant pour le RSS que le SSV

8.4.5. Veuillez donner des précisions sur la participation des principales parties prenantes à la mise en œuvre de la proposition de RSS (y compris le PEV et les organisations de la société civile). Il conviendra de préciser le type d'organisation, son nom et sa fonction dans le processus de mise en œuvre.

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre de la proposition de RSS pour l'année 2014, étaient la Direction Générale de la Santé qui abrite l'Unité de Gestion, les services techniques d'appuis du Ministère de la Santé (DAF, DIEM, Service juridique); le PEV; les Partenaires de GAVI (OMS, UNICEF et AMP) et la Société Civile représentée par la FENOSCI (Fédération Nationale des organisations de Santé de Côte d'Ivoire) le Rotary Club. Ces différentes entités font partie du CCIA et également du Groupe Thématique restreint pour la vaccination.

La planification des activités se fait en collaboration avec le PEV et le plan élaboré est validé par le CCIA. Les partenaires de GAVI et les représentants de la société civile ont un regard sur la mise en œuvre de la proposition à travers les réunions du groupe thématique restreint et du CCIA, auxquels l'unité de gestion rend compte de la mise en œuvre de la proposition. Les partenaires de GAVI jouent également le rôle de conseiller technique auprès de l'unité de gestion du programme. Toutes les décisions majeures relatives à la gestion du programme sont préalablement soumises à l'approbation du CCIA.

8.4.6. Veuillez décrire la participation des organisations de la société civile à la mise en œuvre de la proposition de RSS. Veuillez indiquer le nom des organisations, le type d'activités et le financement fourni à ces organisations sur les fonds de RSS.

La proposition RSS ne prévoyait pas d'activités à mettre en œuvre directement par la société civile. ce qui fait qu'aucune ONG n'a bénéficié de financement sur les fonds RSS au cours de l'année 2014. cependant la FENOSCI qui est membre du CCIA, a participé régulièrement à la prise de décision concernant la mise en œuvre des activités à travers sa participation au groupe thématique restreint et au CCIA.

8.4.7. Veuillez décrire la gestion des fonds de RSS et renseigner sur les points suivants :

- La gestion des fonds de RSS a-t-elle été efficace ?
- Y a-t-il eu des obstacles au décaissement interne des fonds ?
- Quelles ont été les mesures prises pour régler les problèmes et améliorer la gestion
- Des changements sont-ils prévus dans les procédures de gestion l'année prochaine ?
 - La gestion des fonds de RSS a-t-elle été efficace ?

la gestion des fonds RSS se fait selon la procédure suivante:

les fonds sont logés dans une banque commerciale ouverte en 2013 à la suite de la signature de l'aide-mémoire entre la GAVI Alliance et la Côte d'Ivoire. Au niveau de cette banque commerciale, les fonds sont movimentés par un régisseur nommé par le Ministère en charge du budget.

Les fonds GAVI RSS sont inscrits au budget de l'Etat au titre des appuis extérieurs et traduite dans les lignes budgétaire de la comptabilité publique.

La mise à disposition des fonds pour l'exécution des activités est faite selon la procédure simplifiée (mise en place d'une régie d'avance RSS GAVI) de la procédure nationale d'exécution du budget :

- Le Directeur Générale de la Santé, coordonnateur du programme GAVI RSS assume le rôle d'administrateur de crédits. Il initie la dépense conformément aux termes de référence des activités. La demande d'autorisation de dépense et la demande de paiement sont transmises au contrôleur financier pour approbation.
- Le Contrôleur financier dédié au programme GAVI RSS assure le contrôle avant et après exécution de la dépense à partir du plan de travail annuel, des termes de références des activités et des différentes pièces justificatives. Il autorise l'exécution de la dépense puis le paiement de la dépense. Il vérifie la véracité du service fait. Le contrôleur financier est nommé par le Ministère de l'Economie et des Finances.
- Le Régisseur d'avance RSS GAVI assure le paiement de la dépense après autorisation du contrôleur financier et au regard de la justification de la dépense approuvée par le contrôleur financier. Il est le seul habilité à movimenter les comptes GAVI RSS. Le régisseur d'avance est nommé par le Ministère en charge du budget.

Cette procédure a certes permis une gestion efficace des fonds mais elle n'a pas été efficiente eu égard aux nombreux blocages et perte de temps qui n'ont pas permis de consommer l'ensemble des fonds.

- Y a-t-il eu des obstacles au décaissement interne des fonds ?

il y a eu de nombreux obstacles au décaissement des fonds:

- lourdeur administrative dans l'inscription des fonds au budget avec des pertes considérable en temps
 - blocage dans l'approbation des marchés
 - blocage dans le processus de contrôle financiers nécessaire au décaissement des fonds
 - difficulté dans la mise en oeuvre des activités de terrain dû au faite que dans la procédure nationale, l'Etat ne paye qu'après service fait.
- Quelles ont été les mesures prises pour régler les problèmes et améliorer la gestion

plusieurs arbitrages ont été faites par l'inspection générale des finances et par le directeur du contrôle financier

et des autorisations spéciales ont été accordé par la direction du marché publique

- Des changements sont-ils prévus dans les procédures de gestion l'année prochaine ?

Oui, pour l'année prochaine il a été décidé dans le cadre de la feuille de route de l'approche taillé sur mesure que les fonds transitent par UNICEF et que les requêtes soit adressé par l'unité de gestion à l'UNICEF pour la mise à disposition des Fonds en vue de réaliser les activités planifiées. A ce propos, une convention sera signé entre l'UNICEF et le Ministère de santé une fois la feuille de route validée par le Secrétariat de GAVI. Par la suite après évaluation de l'ensemble de la proposition au terme de la mise en oeuvre de la dernière tranche, une nouvelle procédure de gestion sera défini en tenant compte des difficultés rencontrés.

8.5. Activités de RSS prévues pour 2015

Veillez utiliser le **tableau 8.4** pour renseigner sur les progrès des activités en 2015. Si vous proposez des changements de vos activités et du budget en 2015, veuillez décrire et justifier ces changements dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8.4: Activités prévues pour 2015

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2015	Budget original pour 2015 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports de situation annuels)	2015 dépenses réelles (avril 2015)	Activité révisée (le cas échéant)	Explication des changements proposés aux activités ou au budget (le cas échéant)	Budget révisé pour 2015 (le cas échéant)
Activité 1	Doter tous les niveaux en équipement de CDF et monitoring de température selon le plan de renouvellement	632064	0			
Activité 3	Doter les centres les centres de santé en moto tout terrain	762180	0			
Activité 2	Doter les régions et districts sanitaires en vehicule de supervision 4x4	724118	0			

Activité 4	organisation d'un audit interne par les services de l'inspection générale des finances du Ministère de l'Economie et des Finances pour la gestion 2015	13967	0		
Activité 5	organisation d'un audit externe par un cabinet privé	27935	0		
Activité 6	organisation de l'évaluation finale de la proposition	173906	0		
Activité 7	Réaliser une enquête SARA couplé au DQR	102137	0		
Activité 8	Prendre en charge les frais de change et de transfert de fonds à UNOPS au titre de la gestion 2014	274025	0		
Activité 9	Organiser un audit interne par les services de l'inspection générale des finances du MEF au terme de la gestion 2014	11250	0		
		2721582	0		0

8.6. Activités de RSS prévues pour 2016

Veillez utiliser le **tableau 8.6** afin d'indiquer les activités prévues pour 2016. Si vous souhaitez apporter des changements dans vos activités et votre budget, veuillez en expliquer les raisons dans le tableau ci-dessous et justifier chaque changement, de sorte que le CEI puisse recommander l'approbation des activités et du budget révisés.

Veillez noter que si le changement dans le budget dépasse 15% de l'allocation approuvée pour l'activité spécifique pendant cet exercice financier, cette proposition de changement devra être présentée au CEI pour approbation avec les pièces justificatives requises.

Tableau 8.6: Activités prévues de RSS pour 2016

Principales activités (insérer autant de lignes que nécessaire)	Activité planifiée pour 2016	Budget original pour 2016 (approuvé dans la proposition de RSS ou tel qu'ajusté lors de l'examen de précédents rapports de situation annuels)	Activité révisée (le cas échéant)	Explication des changements proposés aux activités ou au budget (le cas échéant)	Budget révisé pour 2016 (le cas échéant)
NA	NA		NA	NA	NA
		0			

8.7. Indicateurs révisés en cas de reprogrammation

Les pays qui envisagent de demander une reprogrammation peuvent le faire à tout moment de l'année. Veuillez demander les directives sur la reprogrammation à votre responsable pays au Secrétariat de GAVI ou envoyez un courriel à l'adresse gavihss@gavi.org

8.8. Autres sources de financement du RSS

Si d'autres donateurs contribuent à la réalisation des objectifs figurant dans la proposition de RSS de GAVI, veuillez indiquer le montant et les liens avec les apports mentionnés dans le rapport :

Tableau 8.8: Sources de fonds de RSS dans votre pays

Donateur	Montant en \$US	Durée du soutien	Type d'activités financées
Fonds Mondial			appui au système d'information sanitaire (reprographie des outils de collecte)
PEPFAR à travers les projet LMG et SCMS		2 ans	appui à la gouvernance, soutien logistique pour la supervision et les stratégies avancées appuis à la chaine d'approvisionnement
Union Européenne à travers le projet PARSSI		2 ans	réhabilitation, appui logistique pour la stratégie avancé, appui aux activité de supervision

8.8.1. Le soutien RSS de GAVI est-il inscrit au budget du secteur national de la santé ? **Oui**

8.9. Rapport sur l'allocation de RSS

8.9.1. Veuillez donner la liste des **principales** sources d'information utilisées dans le présent rapport sur le RSS et indiquer ce qui suit:

- Comment les informations ont été validées au niveau national avant leur présentation à GAVI Alliance.
- Toute question de fond soulevée quant à l'exactitude ou la validité des informations (en particulier les données financières et les valeurs des indicateurs) et comment ces questions ont été traitées ou résolues.

Tableau 8.9.1: Sources des données

Sources des données utilisées dans le présent rapport	Comment l'information a-t-elle été validée?	Éventuels problèmes rencontrés
	les données utilisés dans le présent rapport sont validé par le groupe thématique restreint sur la vaccination avant d'être validé par le CCIA	pas de problème rencontré

8.9.2. Veuillez décrire toute difficulté rencontrée pour préparer le présent rapport que vous aimeriez porter à la connaissance de GAVI Alliance et du CEI. Cette information servira à améliorer le processus d'établissement des rapports.

Pas de difficulté

8.9.3. Combien de fois le Comité de coordination du secteur de la santé (CCSS) s'est-il réuni en 20144

Veuillez joindre:

1. Compte rendu des réunions du CCSS en 2015 ayant avalisé le présent rapport (**Document numéro : 6**)
2. Le plus récent rapport d'examen du secteur de la santé (**Document N°: 22**)

9. Renforcement de la participation des organisations de la société civile (OSC): type A et type B

9.1. TYPE A: Soutien au renforcement de la coordination et de la représentation des OSC

Côte d'Ivoire n'a **PAS** reçu le soutien aux OSC de type A de GAVI

Côte d'Ivoire ne présente pas de rapport sur le soutien de GAVI aux OSC de type A pour 2014

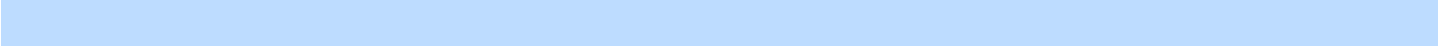
9.2. TYPE B : Soutien aux OSC afin de les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC

Côte d'Ivoire **n'a PAS reçu de soutien aux OSC de type B de GAVI**

Côte d'Ivoire ne présente pas de rapport sur le soutien de GAVI aux OSC type B pour 2014

10. Commentaires des présidents du CCIA/CCSS

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque et information que vous aimeriez partager sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.



11. Annexes

11.1. Annexe 1 - Instructions SSV

INSTRUCTIONS:

ÉTATS FINANCIERS **POUR L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN** DANS LE CADRE DU **SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION (SSV)**

- I. Tous les pays qui ont reçu une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin /SSV pendant l'année calendaire 2014, ou qui avaient un solde de financement restant d'une allocation d'introduction d'un vaccin /SSV en 2014, sont tenus de présenter des états financiers pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2014, qui comprendra les points a à f ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
- a. Report de fonds de l'année calendaire 2013 (solde d'ouverture au 1er janvier 2014)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2014
 - c. autres recettes reçues en 2014 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2014
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2014, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre Gouvernement, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque poste de dépense au 31 décembre 2014 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présenté à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes pour l'exercice financier 2014. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

11.2. Annexe 2 - Exemple de recettes et dépenses de SSV

EXIGENCES MINIMALES POUR **LES ÉTATS FINANCIERS DU SSV** ET DE L'ALLOCATION POUR L'INTRODUCTION D'UN VACCIN 1

Exemple de relevé de recettes et de dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses - SSV de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*
Report de 2013 (solde au 31 décembre 2013)	25,392,830	53,000
Récapitulatif des recettes reçues en 2014		
Recettes reçues de GAVI	57,493,200	120,000
Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38,987,576	81,375
Dépenses totales en 2014	30,592,132	63,852
Solde au 31 décembre 2014 (report sur 2015)	60,139,325	125,523

* Indiquer le taux de change à l'ouverture le 01.01.2014, le taux de change à la clôture le 31.12.2014, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - SSV de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174
Paiement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949
Dépenses non salariales						
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131
Autres dépenses						
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913
TOTAUX POUR 2014	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811

** Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

11.3. Annexe 3 - Instructions pour le soutien au RSS

INSTRUCTIONS:

ÉTATS FINANCIERS POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

- I. Tous les pays qui ont reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2014 ou qui avaient un solde de fonds de RSS précédemment décaissés en 2014, sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2014, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
- a. Report de fonds depuis l'année calendaire 2013 (solde d'ouverture au 1er janvier 2014)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2014
 - c. Autres recettes reçues en 2014 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2014
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2014, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, selon la proposition de RSS de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque objectif, activité et poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2014 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2014. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

11.4. Annexe 4 - Exemple de relevé des recettes et dépenses de RSS

EXIGENCES MINIMALES POUR **LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN AU RSS:**

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses - RSS de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*
Report de 2013 (solde au 31 décembre 2013)	25,392,830	53,000
Tableau récapitulatif des recettes reçues en 2014		
Recettes reçues de GAVI	57,493,200	120,000
Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38,987,576	81,375
Dépenses totales en 2014	30,592,132	63,852
Solde au 31 décembre 2014 (report sur 2015)	60,139,325	125,523

* Indiquer le taux de change d'ouverture au 01.01.2014, le taux de change à la clôture le 31.12.2014, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174
Paieement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949
Dépenses non salariales						
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131
Autres dépenses						
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913
TOTAUX POUR 2014	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811

** Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

11.5. Annexe 5 - Instructions pour le soutien aux OSC

INSTRUCTIONS:

ÉTATS FINANCIERS POUR LE SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) TYPE B

- I. Tous les pays qui ont reçu des allocations de soutien aux OSC 'type B' pendant l'année calendaire 2014, ou qui avaient un solde de fonds d'OSC 'type B' précédemment décaissés en 2014, sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers seront préparés selon les propres normes nationales de comptabilité du pays; par conséquent, GAVI ne donnera pas un modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2014, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds depuis l'année calendaire 2013 (solde d'ouverture au 1er janvier 2014)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2014
 - c. Autres recettes reçues en 2014 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2014
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2014, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque partenaire de la société civile, selon la proposition de soutien aux OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par postes de dépenses applicables (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses seront basés sur la classification économique de votre Gouvernement. Veuillez donner le budget de chaque objectif, activité et poste de dépense au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire, et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2014 (appelé "variance").
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2014. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du soutien aux OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

11.6. Annexe 6 - Exemple de relevé des recettes et dépenses d'OSC

EXIGENCES MINIMALES POUR **LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN AUX OSC 'Type B'**

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses - OSC de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US*
Report depuis 2013 (solde au 31 décembre 2013)	25,392,830	53,000
Tableau récapitulatif des recettes reçues en 2014		
Recettes reçues de GAVI	57,493,200	120,000
Recettes provenant des intérêts	7,665,760	16,000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38,987,576	81,375
Dépenses totales en 2014	30,592,132	63,852
Solde au 31 décembre 2014 (report sur 2015)	60,139,325	125,523

* Indiquer le taux de change à l'ouverture le 01.01.2014, le taux de change à la clôture le 31.12.2014, et indiquer aussi le taux de change utilisé pour convertir la monnaie locale en \$US dans ces états financiers.


Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** - OSC de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2,000,000	4,174	0	0	2,000,000	4,174
Paieement des allocations journalières	9,000,000	18,785	6,150,000	12,836	2,850,000	5,949
Dépenses non salariales						
Formation	13,000,000	27,134	12,650,000	26,403	350,000	731
Carburant	3,000,000	6,262	4,000,000	8,349	-1,000,000	-2,087
Entretien et frais généraux	2,500,000	5,218	1,000,000	2,087	1,500,000	3,131
Autres dépenses						
Véhicules	12,500,000	26,090	6,792,132	14,177	5,707,868	11,913
TOTAUX pour 2014	42,000,000	87,663	30,592,132	63,852	11,407,868	23,811

** Les catégories de dépenses sont indicatives et incluses uniquement aux fins de démonstration. Chaque Gouvernement fournira des états financiers conformes à son propre système de classification économique.

12. Pièces jointes

Document numéro	Document	Section	Obligatoire	Fichier
1	Signature du Ministre de la Santé (ou de l'Autorité déléguée)	2.1	✓	Signature Ministres RSA.pdf Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 01:29:55 Taille: 320 KB
2	Signature du Ministre des Finances (ou de l'Autorité déléguée)	2.1	✓	Signature Ministres RSA.pdf Fichier desc: Signature du ministre des finance Date/heure: 15/05/2015 11:32:46 Taille: 320 KB
3	Signature des membres du CCIA	2.2	✓	Pages signatures RSA.doc Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 11:55:09 Taille: 821 KB
4	Compte rendu de la réunion du CCIA en 2015 qui a avalisé le rapport de situation annuel 2014	5.4	✓	PV CCIA Lundi 11 mai 2015 signé.doc Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 11:59:23 Taille: 3 MB
5	Signature des membres du CCSS	2.3	✓	Pages signatures RSA.doc Fichier desc: Signature des membres du CCSS Date/heure: 15/05/2015 12:00:09 Taille: 821 KB
6	Compte rendu de la réunion du CCSS en 2015 qui a avalisé le rapport de situation annuel 2014	8.9.3	✓	PV CCIA Lundi 11 mai 2015 signé.doc Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 12:02:10 Taille: 3 MB
7	État financier pour l'allocation de SSV (exercice fiscal 2014) signé par le Chef comptable ou le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé	6.2.1	✗	POINT DE L'EMPLOI FONDS GAVI.doc Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 11:19:55 Taille: 400 KB
8	Rapport de l'audit externe sur l'allocation de SSV (exercice fiscal 2014)	6.2.3	✗	SANS OBJET2.docx Fichier desc: Audit en cours Date/heure: 15/05/2015 12:14:00 Taille: 10 KB
9	Rapport d'évaluation post-introduction	7.2.1	✗	CIV_Rapport PIE_120806.pdf Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 01:42:45 Taille: 722 KB
10	État financier pour l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (exercice fiscal 2014) signé par le Chef comptable ou le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé	7.3.1	✓	POINT DE L'EMPLOI FONDS GAVI.doc Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 11:46:19 Taille: 400 KB
11	Rapport d'audit externe pour l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (exercice fiscal 2014), si les dépenses totales en 2014 sont supérieures à \$US 250 000	7.3.1	✓	SANS OBJET.docx Fichier desc: Audit en cours. Le rapport n'est pas encore disponible Date/heure: 15/05/2015 12:05:14 Taille: 10 KB

12	Rapport du GEEV/GEV/EGV	7.5	✓	Rapport Final Cote d'Ivoire GEV 2012.pdf Fichier desc: Le plan d'amélioration est contenu dans le rapport Date/heure: 07/05/2015 08:18:50 Taille: 1 MB
13	Dernier plan d'amélioration de la GEEV/GEV/EGV	7.5	✓	Rapport Final Cote d'Ivoire GEV 2012.pdf Fichier desc: Le plan d'amélioration est contenu dans le rapport de la GEEV Date/heure: 12/05/2015 07:08:01 Taille: 2 MB
14	État de mise en œuvre du plan d'amélioration de la GEEV/GEV/EGV	7.5	✓	Rapport MEO Evaluation Gev CIV avr il 2014 (1).pdf Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 12:03:58 Taille: 853 KB
16	PPAC valable si le pays demande une prolongation du soutien	7.8	✗	PPAC 2011-2015 14dec2013 modif.doc Fichier desc: Date/heure: 07/05/2015 08:26:59 Taille: 3 MB
17	Outil de calcul des coûts du PPAC valable si le pays demande une prolongation du soutien	7.8	✗	SANS OBJETS.docx Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 12:28:56 Taille: 10 KB
18	Compte rendu de la réunion du CCIA approuvant la prolongation du soutien aux vaccins, le cas échéant	7.8	✗	SANS OBJETS.docx Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 12:23:43 Taille: 10 KB
19	État financier pour l'allocation de RSS (exercice fiscal 2014) signé par le Chef comptable ou le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé	8.1.3	✓	Etat financier GAVI RSS 2014.pdf Fichier desc: Date/heure: 12/05/2015 01:33:17 Taille: 1 MB
20	État financier pour l'allocation de RSS pour janvier-avril 2015 signé par le Chef comptable ou le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé	8.1.3	✓	SANS OBJET.docx Fichier desc: AUCUN DÉCAISSEMENT DE JANVIER A AVRIL 2015 Date/heure: 06/05/2015 04:57:20 Taille: 12 KB
21	Rapport de l'audit externe sur l'allocation de RSS (exercice fiscal 2014)	8.1.3	✓	SANS OBJET.docx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:04:57 Taille: 12 KB
22	Rapport d'examen du secteur de la santé - RSS	8.9.3	✓	SANS OBJET.docx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:08:05 Taille: 12 KB
23	Rapport du recensement - soutien aux OSC type A	9.1.1	✗	SANS OBJET.docx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:24:45 Taille: 12 KB

24	État financier pour l'allocation du soutien aux OSC type B (exercice fiscal 2014)	9.2.4	X	SANS OBJET.docx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:24:45 Taille: 12 KB
25	Rapport de l'audit externe sur le soutien aux OSC type B (exercice fiscal 2014)	9.2.4	X	SANS OBJET.docx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:24:45 Taille: 12 KB
26	Relevés bancaires pour chaque programme en espèces ou relevés bancaires globaux pour tous les programmes en espèces si les fonds sont détenus dans le même compte bancaire, où figurent le solde d'ouverture et le solde de clôture pour l'année 2014 au i) 1er janvier 2014 et ii) 31 décembre 2014	0		Relevés bancaires RSS GAVI.zip Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:12:05 Taille: 119 KB
				Relevés bancaires RSS GAVI.zip Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:20:37 Taille: 119 KB
27	compte_rendu_réunion_ccia_changement_présentation_vaccin	7.7	X	SANS OBJETS.docx Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 12:22:39 Taille: 10 KB
28	Justification for changes in target population	5.1	X	SANS OBJETS.docx Fichier desc: Date/heure: 15/05/2015 12:26:42 Taille: 10 KB
	Autre document		X	REALLOCATION Fonds RSS GAVI pour 2015.xlsx Fichier desc: Date/heure: 06/05/2015 05:23:44 Taille: 17 KB